

5888 con

Leadership Montréal



Développement économique Canada

Canada Economic Development

Canada

Partenaire de la Chambre de commerce du Montréal métropolitain pour la publication du Tableau de bord de la Métropole.

Publié par la Chambre de commerce du Montréal métropolitain

Novembre 1998 Volume 1 numéro 9

ÉDITORIAL

Un gouvernement équitable pour Montréal : est-ce trop demander?



éditorial 4

AGENDA

Cahier détachable



cahier d'activités 17

MONTRÉAL INTERNATIONAL

Montréal : une métropole internationale qui fait sa marque



Montréal International 11

Index

dossier - suite 2

forum - suite 3

éditorial 4

partenaires 7-8

montréal international 11-12

cahier activités 17-18-19

agenda 17

Dossier

DORVAL - MIRABEL, UN AN PLUS TARD : MONTRÉAL REPREND LE CHEMIN DE LA CROISSANCE AVEC UNE HAUSSE DE 3,6 % DE L'ACTIVITÉ AÉROPORTUAIRE

PAR FRANÇOY ROBERGE

La libéralisation des vols internationaux à Dorval déplaît peut-être à certains activistes montrealais ainsi qu'à deux ou trois propriétaires ayant acquis des maisons à proximité des pistes, mais le «bruit économique» émanant désormais de Montréal est surtout agréable à entendre pour l'ensemble de l'économie, pour le milieu touristique, pour la ville de Dorval et pour tout le milieu de l'aviation.

Pour la région de Mirabel et pour l'aéroport lui-même, l'opération est beaucoup moins douloureuse que tous le redoutaient. Mirabel a connu une hausse de clientèle de 6,5 % depuis un an, sur son plancher d'activité après le transfert des vols commerciaux réguliers internationaux vers Dorval. Et la manutention de fret y a connu une croissance de 13 %; ces chiffres sont de 50 % plus élevés que les prévisions originales d'Aéroports de Montréal.



Depuis quelques mois, Dorval est devenu un aéroport modèle en Amérique du Nord.

Photo : Aéroports de Montréal

Et les pertes d'emplois à Mirabel ont été limitées, si bien que le taux de chômage dans cette région des basses Laurentides demeure parmi les plus bas au Québec à 8 %.

Mais globalement, la libéralisation des vols internationaux a eu l'effet escompté et même davantage sur l'activité aéroportuaire et économique de la

région métropolitaine.

1 000 nouveaux emplois et des investissements de 300 millions de dollars

Dans quelques jours, les travaux préparatoires à la reconstruction du carrefour routier de Dorval commenceront. Un nouvel hôtel sera

construit à proximité de l'aéroport dans les mois qui viennent. Des investissements de 70 millions \$ viennent d'être complétés à Dorval et la jetée internationale sera mise en chantier dès 1999, au coût de 135 millions de dollars.

Suite, page 2



Forum

LA VENGEANCE DES PUCES

COURSE CONTRE LE CALENDRIER : LA BATAILLE DU BOGUE DE L'AN 2000 VA BON TRAIN

PAR EILEEN MURPHY

Quand, sur le coup de minuit, sauteront les bouchons de champagne annonçant le 1er janvier 2000, soyez prêts pour un réveil brutal le lendemain. Pour nombre d'entre nous, l'an 2000 c'est un nouveau départ, un nouveau millénaire qui s'ouvre. Mais pour beaucoup d'entreprises de toutes sortes et de toutes tailles, l'an 2000 évoque une énorme tâche de mise à niveau des systèmes et un degré élevé d'appréhension face à l'inconnu. L'ampleur de la tâche nous coupe le souffle.

Ce qui, dans les années soixante, n'avait d'autre but que d'économiser de la mémoire électronique est devenu un défi aux entreprises dans le monde entier.

SITES INTERNET À CONSULTER

LE WEB FOISONNE D'ARTICLES, DE CONSEILS, DE PROGRAMMES SPÉCIAUX ET DE TROUSSES AN 2000...

http://stratagtis.ic.gc.ca/sos2000	(Groupe de travail de l'An 2000, Industrie Canada)
www.bdc.ca	(Banque de développement du Canada)
www.scp-ebb.com	(L'an 2000, première étape - programme d'aide aux étudiants)
www.year2000.com	(Le site de Peter de Jager)
www.fin.gc.ca	(Services de Revenu Canada)
www.statcan.ca	(Statistique Canada)
www.can.ibm.year2000	(IBM)
www.2000legal.com	(Cosgrove, Eisenberg & Kiley, P.C.)
www.itac.ca/policy	(Association canadienne de technologie de l'information)
www.can2k.com	(Trousse An 2000 - Guide de survie des dirigeants)
www.year2000registry.com	(Registre international de la conformité à l'an 2000)

Suite, page 3



Tableau de bord : des statistiques sur Montréal qui frappent !

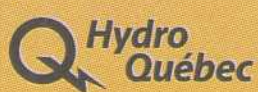
La 2e édition de cette publication d'analyse statistique est encartée dans ce numéro de Leadership Montréal

Publié en partenariat avec



Canada

et la participation de





dossier



Suite de la page 1

À Mirabel, des investissements de 15 à 20 millions \$ permettront de compléter certains aménagements. Le centre de transfert de denrées périssables (Périsco) vient d'entrer en service, il y a quelques jours à peine. Cara investit 4 millions \$ pour refaire entièrement les cuisines et les concepts de restauration à l'aérogare. Et dès cet automne, Mirabel sera dotée d'une zone franche desservant les installations d'un centre de logistique et d'expédition destiné à recevoir, entreposer, fractionner et réexpédier internationalement des marchandises diverses.

Les transporteurs aériens, pour leur part, ont créé au moins 500 emplois supplémentaires (on parle même de 1 000, bien qu'Air Canada soit forcée de réduire son personnel pour absorber les pertes de 300 millions \$ subies lors de la récente grève des pilotes).

La libéralisation des vols aura jusqu'ici entraîné une hausse significative de l'emploi et des investissements importants. Globalement, elle aura permis à Montréal de reprendre le chemin de la croissance en termes de nombre de passagers.

«L'hémorragie est stoppée», mais Montréal a peu de temps pour gagner la bataille... deux ans au plus

«Le principal, note la présidente d'Aéroports de Montréal, Mme Nycol Pageau-Goyette, c'est que l'hémorragie est stoppée. Depuis 20 ans, Montréal a perdu toute la croissance au profit de Toronto, tandis que Vancouver et Calgary se taillaient une place sur les marchés du Pacifique et des États-Unis.

«Et voilà que pour la première fois, nous retrouvons ici une véritable croissance, 3,6 %, peut-être plus au cours de la dernière année, comparativement à 1 % l'année précédente. Et nous croyons que cette croissance peut s'accroître légèrement, même si nous n'anticipons pas des hausses de 10 % et plus avec lesquelles Toronto et Vancouver sont familières depuis une décennie».

«Nous prévoyons que, globalement, notre croissance sera en moyenne de 5 % par année, durant les dix prochaines années, jusqu'en 2008. Cela signifie que

notre volume de passagers passera de 9 à 14,6 millions, annuellement. Il y aura là-dessus des années de hausse plus forte ou des périodes de stagnation économique. Globalement, nous croyons que l'activité augmentera de plus de 50 %, ce qui tranche avec la décroissance ou la stagnation des dernières années, commente pour sa part le vice-président exécutif et chef de l'exploitation, M. Richard Cacchione. Nos prévisions sont conservatrices. Notre désir est de les dépasser. Et la première année indique une croissance de beaucoup supérieure à nos projections».

«Mais la partie n'est pas gagnée, à long terme. Toronto investit massivement dans le développement de son aérogare. Et l'activité canadienne y est fortement concentrée. Par contre, Toronto sera dans les travaux majeurs pour les trois prochaines années, dit Mme Pageau-Goyette, et vous savez que l'aéroport est déjà encombré ! Nous devons profiter de ces années pour terminer nos propres travaux à Dorval et accroître notre volume du marché des vols vacances et du cargo. Notre défi est de prouver à nos invités, ainsi que nous nommons nos clients dorénavant, que Mirabel c'est bien et que Dorval, comme aéroport plaque-tournante pour transiter entre l'Amérique et le monde, c'est l'aéroport le plus rapide et le meilleur.»

Enfin, la croissance ralentit dans les aéroports du Pacifique à cause de la situation économique en Orient. C'est à Montréal de faire ses preuves immédiatement, bien que la concurrence entre l'Est et l'Ouest soit très marginale.

De nouvelles destinations et une croissance des voyages d'affaires

Le transfert de tous les vols de lignes régulières vers Dorval a contribué à modifier les habitudes des voyageurs. Le nombre de passagers voyageant sur l'Atlantique-Nord et effectuant une correspondance a augmenté de 20 % et même de 30 % pour certains transporteurs. C'est le cas pour Air Canada et Swissair, notamment, pour qui les passagers en transit provenant de marchés américains non desservis par des liaisons intercontinentales remplissent les avions et justifient l'addition de



Photo : Aéroports de Montréal

Montréal-Dorval a repris sa position de troisième aéroport offrant le plus de destinations européennes en Amérique du Nord.

nouvelles destinations.

Depuis six mois, on peut se rendre de Montréal à Francfort, Tel-Aviv, San Francisco (vols directs) Washington et Bruxelles. Sabena et Lufthansa sont de retour. Les vols vers Francfort comptent beaucoup de voyageurs se rendant en Europe de l'Est qui trouvent dans cette ville allemande un nombre incalculable de correspondances. À Tel-Aviv, beaucoup de Palestiniens et de voyageurs d'affaires aiment emprunter Air Canada, transporteur d'un pays neutre.

Pendant ce temps, les vols de British Airways, Swissair, KLM et d'autres transporteurs se remplissent de voyageurs d'affaires, confirmant que Dorval est devenu un aéroport d'affaires et Mirabel un aéroport vacances... et cargo. Le nombre de mouvements d'avions à Mirabel a repris sa croissance à un rythme plus élevé que prévu.

Montréal, troisième aéroport international nord-américain vers l'Europe

Déjà, Montréal-Dorval a repris sa position de troisième aéroport offrant le plus de destinations européennes en Amérique du Nord, après New-York et Atlanta. En 1999, la direction d'ADM prévoit que de nouvelles destinations pourraient être offertes.

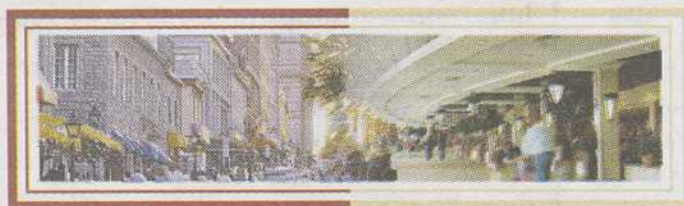
Les destinations les plus fréquemment évoquées sont la Nouvelle-Orléans, le Colorado et l'Italie et le Mexique, qu'Air Canada voulait desservir à partir de Montréal. Les lignes lui ont été jusqu'ici refusées par le ministre canadien des Transports, mais il n'est pas dit que la situation soit immuable. «Nous sommes perpétuellement en négociations à ce sujet, affirme la porte-parole d'Air Canada, Mme Nicole Couture-Simard».

Le succès d'un aéroport se développe selon le principe des saucisses Hygrade... plus il y a d'utilisateurs et de destinations, plus il y en a qui veulent s'y joindre !

Dorval, l'un des aéroports les plus rapides du monde

Bien que certains travaux et l'arrivée d'un nombre accru de transporteurs et de passagers créent des encombrements occasionnels à Dorval à certaines heures du jour, cet aéroport est l'un des plus rapides au monde pour l'expédition des formalités et, habituellement, la livraison des bagages.

Suite, page 15



Sur la piste du succès.

Au cours de la dernière année, Aéroports de Montréal a multiplié les initiatives qui contribuent à faire de Montréal l'une des grandes portes d'entrée entre l'Europe et l'Amérique du Nord. L'arrivée de nouveaux transporteurs, l'ajout de services réguliers et nolisés, et la mise en place de services novateurs aux aéroports de Dorval et de Mirabel témoignent du succès de cet important virage stratégique.


AÉROPORTS DE MONTRÉAL
Le monde via Montréal

Publié par :



Chambre de commerce
du Montréal métropolitain
Board of Trade
of Metropolitan Montreal

5, Place Ville Marie
Niveau plaza, bureau 12500
Montréal (Québec) H3B 4Y2
Tél. : (514) 871-4000
Télex : (514) 871-1255
Site Web : www.ccmq.qc.ca

Président
David McAusland

Éditeur délégué
François Roberge

Rédactrice en chef
Madeleine Murdock

Assistante à la rédaction
Eileen Murphy

Secrétaire à la production et
à la publicité
Nicole Poisson

Publicité
Johanne Gagné

Design et production
Communication SRVA
international inc.

Impression
Imprimeries Transcontinental inc./
Division Transmag

Coût de l'abonnement
25 \$ (10 numéros) taxes en sus

ISSN 1480-4638

Dépôt légal
Bibliothèque nationale du Québec
Bibliothèque nationale du Canada



Suite de la page 1

LA VENGEANCE DES PUCES

L'ampleur mondiale de l'impact d'une simple « bagatelle » de programmation prend des proportions incroyables. À l'époque, l'un de ces programmeurs était Alan Greenspan, aujourd'hui président de la Réserve fédérale américaine. En tout cas, ce n'est pas un problème simplement technique. C'est un problème qui est devenu une priorité aux plus hauts échelons de direction des compagnies et qui se révélera catastrophique si on l'ignore. Imaginez une dame de 105 ans recevant son avis d'admission à la maternelle, ou un distributeur d'électricité expédiant des factures pour 100 ans de consommation de courant.



forum

Si vous possédez un téléphone, un télécopieur ou un système d'alarme, ces équipements sont probablement munis de puces électroniques vulnérables au bogue de l'an 2000. Présentement, les systèmes informatiques inscrivent les dates dans des champs de six chiffres : mm/jj/aa. Donc, à l'arrivée du 1er janvier 2000, les champs de date vont

s'ajuster sur... 1900 ! Pour l'an 2000, il faudrait un champ de 8 chiffres.

On commence déjà à ressentir les effets du problème. Le 2 juin 1997, l'hebdomadaire Newsweek rapportait que la date de libération de certains détenus d'une prison a été mal exprimée et ils furent relâchés prématurément.

En Grande-Bretagne, les magasins

Marks & Spencer ont détruit des tonnes de boeuf en conserve, croyant que le produit était vieux de plus de cent ans. Les méfaits du bogue de l'an 2000 touchent tout le monde, partout.

Suite, page 5



COMMENT L'INDUSTRIE S'ATTAQUE-T-ELLE AU BOGUE DE L'AN 2000 ? DANS QUELLE MESURE L'INDUSTRIE COMPOSE-T-ELLE AVEC LE PROBLÈME DE L'AN 2000 ?

SECTEURS ET TAILLES D'ENTREPRISE	MESURES PRISES			PLAN OFFICIEL		
	Oct. 1997	Mai 1998	Oct. 97 à mai 98	Oct. 1997	Mai 1998	Oct. 97 à mai 98
	% d'entreprises		variation en %	% d'entreprises		variation en %
Tous les secteurs	45	70	25	9	18	9
Petites	39	66	27	6	15	9
Moyennes	70	94	24	20	37	17
Grandes	93	94	1	48	67	19
Secteur primaire	33	58	25	3	11	8
Petites	28	55	27	2	9	7
Moyennes	55	80	25	7	14	7
Grandes	92	92	0	23	66	43
Fabrication	50	71	21	10	22	12
Petites	40	65	25	4	14	10
Moyennes	76	93	17	21	43	22
Grandes	89	98	9	53	64	11
Transports, communications et services publics	48	70	22	6	25	19
Petites	41	63	22	4	19	15
Moyennes	67	98	31	5	44	39
Grandes	97	100	3	50	74	24
Ventes au détail, ventes en gros et autres services	42	68	26	8	17	9
Petites	37	66	29	6	14	8
Moyennes	68	95	27	20	36	16
Grandes	92	89	-3	40	67	27
Finance et assurances	66	79	13	16	35	19
Petites	60	76	16	8	33	25
Moyennes	81	92	11	30	38	8
Grandes	97	100	3	76	75	-1

Source : Statistique Canada, 1998

Park Avenue

LOCATION

Nous louons toutes les marques

...des avantages exclusifs!

Le seul à vous offrir
le kilométrage illimité

035692

Tableau d'amortissement mensuel

Contrat personnalisé

Service V.I.P.

Club de revente

Véhicules au prix de flotte

Toutes les marques et modèles
de véhicules



5000, Jean-Talon Est, Montréal H1S 1K6

Tél.: (514) 376-2777

Fax: (514) 376-0883 • Sans frais: 1 800 414-2777 • http://www.pal.qc.ca

ESPACE DE PRESTIGE

Besoin
d'espace?

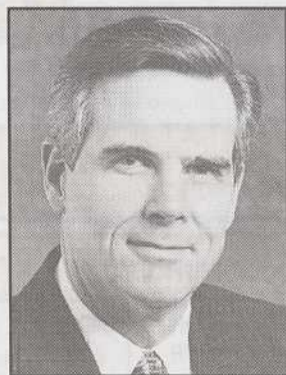
Montréal, Laval,
Trois-Rivières, Québec :
Bureaux à louer
de 300 pi² à 55 000 pi²
1 800 463-5261

L'INDUSTRIELLE
ALLIANCE
COMPAGNIE D'ASSURANCE SUR LA VIE



éditorial

ÉLECTIONS DU QUÉBEC UN GOUVERNEMENT ÉQUITABLE POUR MONTRÉAL : EST-CE TROP DEMANDER?



Le Québec ira aux urnes dans quelques semaines. Deux partis sont en lice pour former un nouveau gouvernement. Le troisième est en quête de la fameuse «balance du pouvoir». La Chambre de commerce du Montréal métropolitain demande à ces deux partis, et au gouvernement qui sera élu, d'avoir l'audace, une fois pour toutes, de régler les problèmes de la région métropolitaine qui découlent de son administration.

Ils sont nombreux, mais pour nous, quatre d'entre eux sont plus particulièrement criants pour assurer le caractère concurrentiel de la région montréalaise : l'équité fiscale et l'équilibre financier pour Montréal et la région, la simplification des structures administratives, et, pour répondre aux

besoins de la capitale de la nouvelle économie, l'amélioration du système d'éducation et l'ouverture au secteur privé dans le domaine de la santé.

On peut dire que le problème numéro un de la région métropolitaine provient en bonne partie de Québec. C'est le sous-financement permanent de la principale ville-centre du Québec, celle qui constitue à la fois le centre de sa région et le plus grand centre urbain à l'est de Toronto, le second en importance au Canada, ainsi que le moteur économique du Québec, c'est à dire, Montréal.

On peut probablement reprocher aux ex-maires de Montréal de n'avoir pas suffisamment resserré les finances publiques. Mais on doit garder en mémoire que la majorité des dépenses de la municipalité, c'est sa masse salariale. Or, le gouvernement québécois n'a pas eu le courage de prendre le taureau par les cornes et de fournir aux municipalités le moyen de mettre fin à une situation en vertu de laquelle les salariés municipaux gagnent de 10 à 30 % plus que les employés du secteur public des autres paliers administratifs et que les travailleurs du secteur privé. Et ils ont une sécurité d'emploi très étendue.

Le gouvernement du Québec doit absolument régler une fois pour toute la question de la fiscalité municipale. Il doit plus spécifiquement assurer à Montréal les revenus qui permettent d'assainir ses finances et de défrayer le coût des nombreux équipements régionaux et nationaux que cette ville met à la disposition du Québec dont elle est la vitrine mondiale culturelle et technologique.

Le gouvernement du Québec doit aussi donner aux municipalités d'une certaine taille les moyens de contrôler plus rigoureusement leur masse salariale.

Finalement, après avoir assaini les finances de Montréal, Québec doit accélérer la mise en place de mécanismes métropolitains comme une communauté urbaine élargie et favoriser financièrement les fusions de municipalités ou de services : 111 maires dans une seule zone urbaine, c'est trop !

Du même coup, le gouvernement du Québec doit s'engager à mettre la hache dans les structures multiples qui déchirent une région urbaine aux prises avec trois, quatre, et même cinq régions administratives en concurrence pour les investissements métropolitains dans l'économie, la santé, l'éducation, les transports, etc.

Les Montréalais (pour nous, ce sont tous les citoyens de la grande région métropolitaine) ne peuvent se contenter d'investissements à la pièce dans les infrastructures culturelles ou touristiques et d'annonces parcellaires dans le domaine du transport où nous attendons tous un véritable plan de transport structuré, fixant de véritables priorités, et connu et approuvé des milieux d'affaires, autant que des milieux municipaux.

En troisième lieu, la région montréalaise est le moteur économique du Québec, mais, avec 90 % de la R&D privée, elle est aussi l'une des capitales nord-américaines de la nouvelle économie. Afin d'assurer la croissance soutenue des milliers d'entreprises de la nouvelle économie, le Québec doit faire en sorte que le système d'éducation réponde aux besoins de

professionnelle hautement spécialisée de cette industrie.

À ce propos, le gouvernement québécois doit avoir le courage de constater que les frais d'inscription aux universités doivent être relevés de façon significative. Les étudiants eux-mêmes devront comprendre que, sans argent gouvernemental supplémentaire (il n'y en a pas), leur contribution est aussi essentielle qu'elle l'est pour les étudiants de Terre-Neuve et de l'Ontario. S'ils continuent de se former à rabais, ils obtiendront aussi des diplômes à rabais, et cela, dès maintenant.

Dans le domaine de la santé, la région de Montréal est la capitale de la recherche et de la technologie. Il est temps que le gouvernement du Québec ouvre la porte à une présence accrue du secteur privé, seule façon d'améliorer certains soins et de désengorger le système public. Il est également crucial qu'il trouve les moyens de compléter les investissements nécessaires pour mettre en place deux grands centres hospitaliers universitaires qui soient plus que le regroupement boîteux d'équipements existants : des centres d'excellence et de rayonnement de la recherche de pointe et de l'excellence médicale.

Dans l'ensemble, les derniers gouvernements n'ont réglé aucun des problèmes structurels de la région métropolitaine, se contentant de projets à la pièce, la plupart du temps louables, électoralement rentables, mais qui n'aident pas à assainir l'économie et la dynamique politique de la métropole à long terme. Si les ministres fédéraux montréalais parviennent rarement à convaincre le reste de leur gouvernement d'agir pour Montréal, dès que des sommes significatives sont en jeu, il en va de même à Québec.

Ceux qui préfèrent considérer la métropole comme une région parmi 17 ont souvent gain de cause, y compris dans le domaine de la santé. Qui oubliera la ridicule tentative de transplanter à Québec des activités de chirurgie de pointe bien enracinées à Montréal ?

La Chambre de commerce du Montréal métropolitain a souvent déploré que les gouvernements libéraux tiennent Montréal pour acquise, parce qu'ils y comptent beaucoup de comtés «sûrs». Inversement, le Parti québécois se voit comme ayant peu de gains à faire sur l'île de Montréal. Les deux se trouvent justifiés, électoralement parlant, de ne rien faire ou du moins de ne pas procéder à des changements - audacieux parfois - mais nécessaires.

Nous nous attendons à ce que le prochain gouvernement québécois agisse avec courage et nous demandons aux chefs des grands partis politiques québécois de nous dire s'ils partagent nos objectifs et comment ils entendent les réaliser. Nous attendons d'eux un programme crédible pour la région métropolitaine de Montréal.

David McAusland
Président

PRISES DE POSITION

UN APPUI DE TAILLE POUR L'OSM

La Chambre de commerce du Montréal métropolitain, Montréal International et Tourisme Montréal unissent leurs forces et leurs réseaux pour soutenir le Fonds de dotation de l'OSM.

Le lundi 21 septembre 1998

La Chambre de commerce du Montréal métropolitain, Montréal International et Tourisme Montréal enclencheront au cours des prochaines semaines une vaste offensive auprès de la communauté d'affaires pour soutenir le Fonds de dotation de l'OSM. Élaborée en étroite collaboration avec M. Pierre Brunet, président du Fonds, cette campagne est placée sous la coprésidence d'honneur de Mme Beatrice et M. Purdy Crawford, de Mme Jacqueline et M. Paul Desmarais ainsi que de Mme Sandra Kolber et du sénateur E. Leo Kolber.

M. André D. Godbout, président de la Chambre de commerce du Montréal métropolitain, M. Jacques Girard, président-directeur général de Montréal International ainsi que M. Charles Lapointe, président-directeur général de Tourisme Montréal ont annoncé la bonne nouvelle en compagnie de

M. Pierre Brunet.

«Depuis trois ans, de poursuivre M. Godbout, la direction de l'OSM a voulu maintenir à tout prix le calibre international de l'Orchestre, la qualité artistique des musiciens et de son chef en mettant l'accent sur le retour des Montréalais à l'OSM. En collaboration avec l'Orchestre, nous sollicitons aujourd'hui la participation de la communauté d'affaires au Fonds de dotation de l'OSM, car nous pensons que notre communauté peut faire plus pour assurer en l'avenir et la vocation.»

«Cette campagne de sollicitation en capital sera effectuée auprès de la communauté d'affaires montréalaise. Et, comme par les années passées, le grand public sera sollicité par l'Orchestre lors des campagnes annuelles de levée de fonds ainsi que par le biais de ses multiples activités de financement.» ■

LE SECTEUR PRIVÉ VEUT JOUER UN RÔLE ACCRU DANS LE SECTEUR DE LA SANTÉ

«Nous sommes prêts à devenir des partenaires actifs pour améliorer la qualité et la disponibilité des services»

Le 29 septembre 1998

«Le secteur privé est non seulement prêt, mais très désireux de travailler en partenariat avec le secteur de la santé afin de contribuer à améliorer la qualité et la disponibilité des soins et des services disponibles», a affirmé aujourd'hui le président de la Chambre de commerce du Montréal métropolitain, M. David McAusland.

Commentant le sondage SOM-La Presse du 29 septembre, M. McAusland a affirmé que la Chambre était très heureuse de constater que le secteur privé n'était pas considéré comme une menace, mais comme une solution par une forte majorité de la population. «Cela démontre que les gens comprennent les véritables enjeux en matière de santé. Ils savent que des partenariats avec le secteur privé ou la disponibilité de certains services ou soins fournis au meilleur coût possible par le secteur

privé ne feraient que contribuer à désengorger les ressources du secteur public et à en améliorer l'accessibilité.

«Par ailleurs, notre secteur de la santé, surtout dans la région métropolitaine, regorge d'expertises d'avant-garde et nous devons nous assurer de conserver ici nos forces vives et nos leaders réputés du domaine de la santé.»

Nommé président de la Chambre de commerce du Montréal métropolitain il y a moins d'une semaine, M. McAusland avait intitulé son discours inaugural «éducation-santé-affaires, une action décloisonnée pour renforcer le triangle de la réussite dans la région métropolitaine». ■

La version intégrale de ces communiqués de presse est disponible sur notre site Web : www.ccmq.ca

Suite, page 14



LA VENGEANCE DES PUCES

Jean Allen, directeur général du Centre canadien de compétence An 2000 du Groupe conseil DMR, exprime ses craintes à l'égard du système de la santé, dont certains des équipements sont munis de systèmes qui ne peuvent reconnaître les dates après 1999. Il cite aussi les centrales nucléaires. Des questions de vie ou de mort. Récemment, une commission parlementaire affirmait que pour réaliser la conformité à l'an 2000 des systèmes informatiques du gouvernement du Québec, il faut prévoir



«Être prêt à faire face au bogue de l'an 2000 est une chose, mais il est aussi important, sinon plus, d'en convaincre vos clients», rappelle Jean Allen, de DMR.

un coût de 600 à 700 millions \$, la part du lion concernant les systèmes des réseaux de la santé et des services sociaux.

Autre facteur peu réjouissant : selon le Gartner Group, seuls 5 % des projets en technologies de l'information (TI) sont menés à bien dans les délais et les budgets prévus. Or, le bogue de l'an 2000 a suscité le projet de gestion des TI le plus important que l'on n'ait jamais vu. Mais l'échéance est inexorable. Le Gartner Group estime les coûts mondiaux du bogue de 400 à 600 milliards \$, et on croit que de 25 à 50 % des systèmes informatiques de par le monde n'atteindront pas la conformité à l'an 2000 à temps!

Bonnes perspectives au Canada

En septembre 1997, le ministre de l'Industrie, John Manley, a mis sur pied le Groupe de travail de l'An 2000 pour sensibiliser le public à l'ampleur du problème. Il y a six mois, pour prendre le pouls des entreprises, Statistique Canada a réalisé un sondage en deux étapes dont les résultats ont été publiés au début d'octobre 1998. Il en ressort que les compagnies ont accéléré leurs efforts pour parvenir à la conformité à l'an 2000, mais que beaucoup reste à faire, surtout chez les PME.

DANS QUELLE PROPORTION LES ENTREPRISES VÉRIFIENT-ELLES L'ÉTAT DE PRÉPARATION DE LEURS FOURNISSEURS, CLIENTS OU FOURNISSEURS DE SERVICES ?

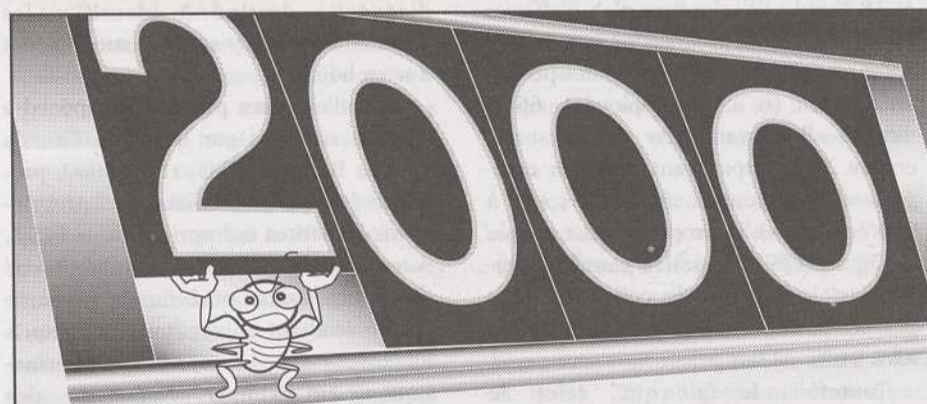
	Oct. 1997	Mai 1998	Oct. 97 à mai 98
	% d'entreprises		variation en %
Tous les entreprises	13	28	15
Petites (de 6 à 50 employés)	11	27	16
Moyennes (de 51 à 250 employés)	16	36	20
Grandes (plus de 250 employés)	32	62	30
Secteur primaire	6	11	5
Fabrication	6	23	17
Transports, communications et services publics	8	24	16
Ventes au détail, ventes en gros et autres services	14	29	15
Finance et assurances	20	49	29

Source : Statistique Canada, 1998

Le sondage a d'abord démontré que, si 91 % des entreprises étaient au courant du bogue de l'an 2000 et de ses implications, seulement 45 % avaient pris des mesures concrètes pour s'y attaquer,

et seulement 9 % avaient développé un plan d'affaires à cette fin.

Suite, page 6



PRÊT POUR L'AN 2000

Vous pouvez relever le défi du passage à l'an 2000 grâce à la solution complète de la BDC. Obtenez du soutien et le prêt à terme spécialisé dont votre PME a besoin aujourd'hui.

1 888 INFO-BDC / www.bdc.ca

Banque de développement du Canada
NOUS FAISONS BANQUE À PART™



CONFÉRENCE DU 125^e ANNIVERSAIRE DE L'ÉCOLE POLYTECHNIQUE GALA DES PERSONNALITÉS DU 125^e

125 ans

André Caillé
président-directeur général
Hydro-Québec

ADP Association des
Diplômés de
Polytechnique
L'ADP : le réseau des
18 000 diplômés
de l'École Polytechnique

26
novembre

Le 26 novembre 1998
Radisson Hôtel des Gouverneurs

18 h 30 Cocktail
19 h 30 Repas
20 h 00 Conférence
21 h 00 Présentation des lauréats

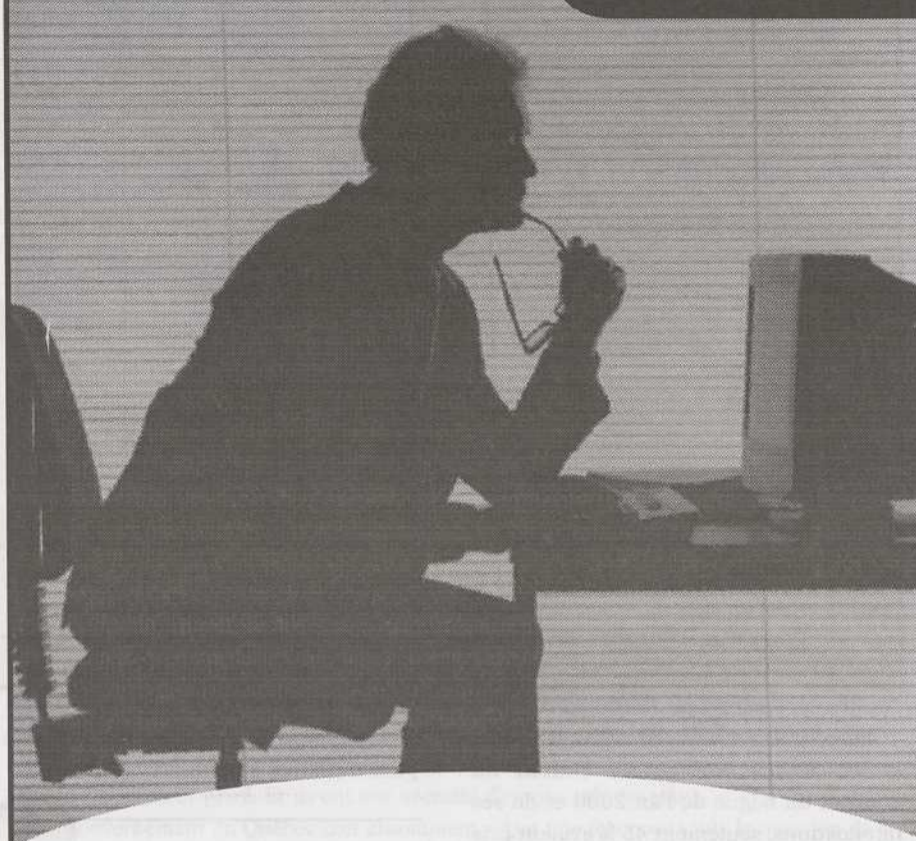
Réservez votre place dès maintenant

Bureau des Congrès Universitaires
Conférence du 125^e anniversaire
3333, chemin Queen-Mary, bureau R-320
Montréal (Québec) H3V 1A2
Téléphone : (514) 340-3215
Télécopieur : (514) 340-4440
Courrier électronique :
bureau.congres@courrier.polymtl.ca

Coût :
membre : 75 \$
non-membre : 80 \$
tablée (10 pers.) : 750 \$

HYDRO-QUÉBEC : UN MOTEUR ÉCONOMIQUE DE CHOIX

où en êtes-vous?



En connaissez-vous l'impact pour votre organisation?

Les risques?

Les solutions?

Les coûts?

Ligne directe :
1 800 363-3376
Internet : www.shl.com

SHL Systemhouse

Une filiale de MCI
La compagnie de l'entreprise réseau



LA VENGEANCE DES PUCES

LISTE DE VÉRIFICATION TECHNOLOGIQUE POUR PETITES ENTREPRISES

- 1 Nommez une personne de la haute direction responsable de la conformité à l'an 2000. Insistez sur un plan et exigez des rapports d'activité.
- 2 Sachez quels genres de systèmes électroniques et d'applications logicielles vous avez.
- 3 Identifiez vos systèmes électroniques et applications logicielles vulnérables; déterminez comment vous voulez les mettre à niveau pour l'an 2000 et établissez un budget à cette fin.
- 4 Identifiez les systèmes qui sont nécessaires pour vos activités quotidiennes et ceux qui sont reliés ou dépendants d'autres systèmes à l'extérieur.
- 5 Corrigez ou remplacez vos systèmes.
- 6 Testez à fond les systèmes corrigés et faites aussi des simulations d'opérations réelles.
- 7 Évaluez l'impact que vos fournisseurs au pays et à l'étranger, vos clients et vos fournisseurs de services peuvent avoir sur vous et soyez prêts à fournir de l'information sur votre conformité à l'an 2000.
- 8 Mettez au point un plan d'urgence pour parer à l'imprévu.
- 9 N'oubliez pas les aspects légaux.

Source : <http://strategis.le.gc.ca>

La deuxième tranche du sondage, six mois plus tard, donnait un portrait plus positif de la situation, avec 70 % des entreprises qui étaient passées à l'action et 18 % qui utilisaient un plan d'affaires structuré. Cette progression est principalement attribuable à l'éveil des petites entreprises (6 à 50 employés), 66 % d'entre elles ayant pris des mesures, contre 39 % auparavant. Dans la catégorie des moyennes entreprises (51 à 250 employés), la proportion est passée de 70 à 94 % et chez les grandes compagnies, le nombre de celles qui sont passées aux actes est demeuré stable, de 93 à 94 %.

Toutefois, le fait que, selon le sondage, seulement 28 % des entreprises aient pris des mesures appropriées pour s'assurer que leurs fournisseurs, clients et fournisseurs de services sont conformes à l'an 2000, est très inquiétant. C'est comme rouler sur l'autoroute avec une auto en bon état et un bon chauffeur : il faut toujours se méfier des autres usagers... Dans l'actuel monde des affaires sans frontières, les liens d'interdépendance entre les entreprises n'ont pas de fin. «Sur le plan international, le degré de préparation du Canada est élevé, alors qu'en Europe, la nouvelle devise, l'euro, est au centre des préoccupations, et qu'en Afrique, les systèmes sont souvent vétustes et actionnés par des commutateurs mécaniques», explique Jean Allen de DMR.

Pour de nombreuses entreprises, la question du bogue de l'an 2000 se traduit par une dépense imprévue. Trouver les fonds requis dans des budgets serrés peut se révéler difficile. Plusieurs programmes ont été mis sur pied pour atténuer la dimension financière du problème.

Au printemps, la Banque de développement du Canada (BDC) a dévoilé son programme de prêts de 50 millions \$, «Prêt pour l'an 2000». Le programme s'adresse aux petites entre-

prises et offre des prêts de 5 000 à 50 000 \$ avec des modalités de remboursement flexibles. La Banque a élaboré un questionnaire d'auto-diagnostic destiné à identifier les besoins. On peut y accéder sur Internet à www.bdc.ca.

Par ailleurs, un programme spécial a été mis sur pied par Industrie Canada avec la Banque CIBC, «L'an 2000, première étape», à l'intention des propriétaires de petites entreprises. Pour 195 \$, votre entreprise reçoit une évaluation de ses équipements et logiciels préparée par un étudiant universitaire, y compris un inventaire des systèmes informatiques, un simple diagnostic des équipements et logiciels (jusqu'à 10 PC) et un plan d'action détaillé.

Sur la base d'une recommandation du Groupe de travail de l'An 2000, Revenu Canada offre son appui aux petites et moyennes entreprises en les autorisant à déduire 100 % des coûts d'équipements et de logiciels dont elles ont besoin pour atteindre la conformité à l'an 2000. Ces déductions peuvent atteindre jusqu'à 50 000 \$ pour les achats d'équipements entre le 1er janvier 1998 et le 30 juin 1999.

Arme à double tranchant

Une visite au site Web (www.Year2000.com) du gourou du bogue de l'an 2000 Peter de Jäger, et c'est une bonne dose d'anxiété assurée. La première chose que vous voyez, c'est une horloge qui compte les secondes qui restent jusqu'au 1er janvier 2000.

Mais, au fur et à mesure de l'écoulement des secondes, selon un discours qu'a récemment prononcé de Jäger devant l'Institut des fonds de placement du Canada, la bourse va baisser.





partenaires

AVEC L'APPUI DES GOUVERNEURS, MONTRÉAL TECHNOVISION INC. (MTI) TRAVAILLE AVEC LES ENTREPRISES POUR CERNER LES BESOINS DE MAIN-D'ŒUVRE EN TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION

Montréal TechnoVision inc.

Quelle est l'ampleur des besoins, actuels et futurs, des entreprises en main-d'œuvre compétente en technologies de l'information, c'est-à-dire ingénieurs informaticiens, analystes de systèmes et programmeurs ? La réponse à cette question est essentielle pour dimensionner l'effort de formation qui devrait être consenti pour satisfaire ces besoins et ainsi favoriser la croissance au Québec d'entreprises fortes consommatrices de telles compétences. La réponse à cette question n'est pas simple pour les raisons suivantes :

- ces emplois ne sont pas uniquement localisés dans les secteurs dits de haute technologie, mais répartis dans toute l'économie, avec une forte concentration dans les services aux entreprises;
- la situation évolue rapidement et les nomenclatures des systèmes statistiques traditionnels (nomenclatures de secteurs et de professions) sont mal adaptées pour saisir cette réalité nouvelle;
- selon les types de compétences, seules un tiers ou un quart des personnes employées dans des emplois TI proviennent des départements d'informatique ou de génie informatique, les autres provenant de formations aussi diverses que l'administration des affaires, les sciences sociales, les mathématiques, le génie, la psychologie, l'économie ou l'éducation.

Malgré ces difficultés, on dispose de données de cadrage qui montrent clairement la vigueur de la demande pour ce type de compétences. Ainsi aux États-Unis, les projections du *Bureau of Labour Statistics* prévoient une croissance des emplois en TI de 5,8 % par an sur la période 1996-2006. Dans les services aux entreprises, cette croissance sera de 9,5 % par an. Si l'on inclut les remplacements du personnel qui part à la retraite, les besoins en compétences TI s'accroîtront de 7,4 % par an, alors que l'emploi dans son ensemble ne devrait s'accroître que de 1,3 % par an. Les compétences TI seront, et de loin, celles dont la demande sera en plus forte croissance dans les années à venir. Face à cette demande, l'offre de diplômés dans les disciplines informatiques n'a connu qu'une très faible croissance dans les années 90, d'où un déséquilibre marqué. Cette tension du marché de l'emploi pour les compétences TI est confirmée par de nombreux indices mesurables :

- enquêtes directes sur les intentions d'embauche et les difficultés à embaucher;
 - domaines dans lesquels le plus grand nombre de visas pour embaucher des étrangers sont demandés par les entreprises;
 - spécialités qui reçoivent les plus fortes hausses ou les plus hauts niveaux de salaire;
 - taux de rotation de la main-d'œuvre;
 - domaines dans lesquels les entreprises investissent le plus en formation;
 - incitations mises en place par les entreprises pour garder leur personnel¹.
- Au Canada, on ne dispose pas d'un

système de projection des emplois comparable à celui du *Bureau of Labour Statistics*, ni d'une batterie aussi fournie d'indicateurs sur la tension du marché de l'emploi en TI. Un faisceau convergent de données indique toutefois que la situation est comparable :

- selon l'enquête sur la population active, les emplois de programmeurs et d'analystes de systèmes ont crû au rythme de 14 % par an entre 1992 et 1997;
- d'après un sondage réalisé par l'ACTP en 1997, 88 % des entreprises de technologie de pointe estiment être aux prises avec une grave pénurie de main-d'œuvre qualifiée et 25 % d'entre elles estiment que ces pénuries les empêcheront de satisfaire la demande pour leurs produits et services;
- selon une enquête réalisée par Industrie Canada en 1998, 88 % des entreprises canadiennes de TI prévoient une augmentation de la demande de travailleurs hautement qualifiés dans les deux prochaines années; 77 % prévoient une augmentation de leur demande de compétences de travailleurs hautement spécialisés au cours des deux prochaines années; 30 % des petites entreprises et 23 % des grandes estiment que les difficultés de recrutement vont affecter leur possibilité de croissance.

Face à la vigueur de cette demande, au Canada comme aux États-Unis, l'offre des systèmes de formation ne progresse que très lentement. Au Québec, les effectifs des filières informatiques universitaires sont restés stables entre 1987 et 1991. Ils progressent lentement depuis (2 à 3 % par an), mais les efforts déployés par les universités pour accroître ce rythme se heurtent à de fortes contraintes de financement et d'organisation interne.

Les Gouverneurs de MTI ont placé cette question de la disponibilité de main-d'œuvre spécialisée en tête de leurs priorités. Ils veulent appuyer les efforts entrepris pour accroître l'offre et susciter de nouvelles initiatives. Pour ce faire, ils ont demandé à MTI d'établir clairement, au-delà des statistiques générales et par des enquêtes directes dans les entreprises, que les emplois sont là et que l'offre ne suffit pas à la demande. Il ne peut être question, dans de brefs délais et avec des moyens limités, de se lancer dans une enquête statistique exhaustive. Mais avec l'appui de ses Gouverneurs et de son conseil d'administration et en mobilisant ses réseaux dans la communauté, MTI compte être en mesure de recueillir en peu de temps un nombre suffisant de données significatives qui illustreront de façon convaincante la nécessité de poser des gestes pour accroître rapidement l'offre de compétences en technologies de l'information. L'étape suivante sera de travailler avec les diverses parties prenantes sur des modèles de solution. ■



W | T | C
MONTRÉAL



À votre agenda

Missions commerciales

Banque mondiale et Banque interaméricaine de développement à Washington D.C.

WTC Montréal, en collaboration avec Équipe Canada, organise régulièrement des missions commerciales auprès des Institutions financières internationales (IFI), lesquelles offrent des occasions d'affaires intéressantes pour les entreprises québécoises.

Qu'est-ce que les institutions financières internationales ?

Les institutions financières internationales (IFI), dont font partie la Banque mondiale et la Banque interaméricaine de développement, ont pour objectif de venir en aide aux pays en émergence qui en font la demande afin de les appuyer dans leur développement économique. En contribuant au progrès et à l'expansion des marchés de ces pays, les IFI cherchent à améliorer les conditions sociales de tous les pays du monde et à en élever le niveau de vie, en particulier celui des pays en voie de développement.

Les IFI comptent actuellement 436 membres incluant des institutions et des pays, dont le Canada, et regroupent les banques suivantes :

- la Banque africaine de développement
- la Banque asiatique de développement
- la Banque européenne pour la reconstruction et le développement
- la Banque mondiale
- la Société financière internationale, et
- le Programme des Nations-Unies pour le développement

Les IFI financent plus de 2 500 projets, dans une vingtaine de secteurs d'activité différents. Ces contrats totalisent plus de 40 milliards de \$ US par année à l'appui des activités de développement. En 1997, la Banque mondiale à elle seule a consenti plus de 22,5 milliards de \$ US de prêts, dont la moitié était destinée à l'obtention de produits et services provenant de fournisseurs basés à l'extérieur des pays emprunteurs, ce qui a généré d'excellentes occasions d'affaires pour tous les exportateurs, notamment les exportateurs canadiens.

Pourquoi des missions commerciales auprès des IFI ?

Ces missions commerciales ont comme objectif d'aider les entreprises québécoises à accroître leurs opportunités d'affaires par la mise en relation des décideurs avec des spécialistes sectoriels en poste au sein de la Banque mondiale et de la Banque interaméricaine de développement à Washington.

Calendrier 1998-1999

ÉNERGIE

du 2 au 4 décembre 1998

TRANSPORT

du 7 au 9 avril 1999

JURIDIQUE

du 3 au 5 février 1999

ÉDUCATION ET FORMATION

du 5 au 7 mai 1999

DÉVELOPPEMENT URBAIN

du 3 au 5 mars 1999

ENVIRONNEMENT

du 9 au 11 juin 1999

Informations

Marie-Claude Lemire
(514) 849-6647
mclemire@wtc-mtl.com



En collaboration avec :

Équipe Canada-Team Canada

¹ Pour une synthèse des données américaines dans ce domaine, voir : Software Workers for the New Millennium Global Competitiveness Hangs in the Balance, National Software Alliance, janvier 1998.

² On doit toutefois noter que, pour des raisons méthodologiques, l'EPA n'est pas une source très robuste pour faire une étude approfondie sur les professions. Comparé à la situation américaine, ce taux de 14 % paraît élevé.



comité

STIMULER LE DÉVELOPPEMENT IMMOBILIER

PAR MARTINE PLAZIAC

Le 1er octobre dernier, le comité Développement urbain et habitation de la Chambre organisait une rencontre avec plusieurs intervenants de la région métropolitaine sur le thème «Les moyens de stimuler le développement immobilier : déréglementer, simplifier les processus ou faciliter l'application de la réglementation».

À l'ordre du jour de cette demi-journée, plusieurs enjeux ont été abordés : la déréglementation et la simplification des processus en matière de législation aussi bien pour le code de construction que pour les processus d'obtention de permis et, dans un autre ordre d'idée, la réhabilitation des sols contaminés.

Parmi les grandes lignes des discussions à la suite des présentations, les participants ont proposé certaines pistes d'action :

- De multiples acteurs participent à la gestion d'un projet : propriétaire, promoteur, constructeur, investisseur, bailleur de fonds, citoyen, etc. On suggère que plus de latitude et de flexibilité soient introduites dans l'application de la réglementation et que des mécanismes soient mis en place à cet effet comme, par exemple, des moyens d'accompagnement afin de mieux comprendre la réglementation et surtout de l'appliquer avec intelligence. Par ailleurs, pourrait-on avoir des règles d'interprétation en fonction des objectifs de la réglementation ?
- De plus, au moment de la mise en chantier d'un projet, les intervenants utilisent les méthodes de travail «juste-à-temps». Dans un tel environnement, pourrait-on trouver des méthodes intermédiaires comme l'émission de permis par étapes. Mais concrètement, est-ce faisable, et comment ? La création d'un guichet unique serait-elle la réponse à plusieurs problèmes ?
- Qui plus est, les participants sont préoccupés par la gestion des cas de

conformité et de non-conformité.

- Au sujet des terrains contaminés et de leur réhabilitation, certains ont suggéré la création d'une assurance ou d'une fiducie afin de mieux réhabiliter les terrains contaminés.
- Certaines grandes entreprises peuvent assumer la majeure partie des risques, mais font toujours face à un risque résiduel. Par ailleurs, les entreprises de taille moyenne sont devant un dilemme : de nombreux coûts additionnels sont associés à la possession de tels terrains et, en fonction des risques encourus, certaines PME choisissent de s'installer sur des terrains vierges. Les participants s'entendent sur la nécessité de développer des solutions afin de mieux encadrer la responsabilité environnementale.

Dans le mot de la fin, le président de la Chambre, M. David McAusland, a annoncé la création d'un groupe d'action qui donnera suite aux discussions de cette réunion.

Nous souhaitons mentionner qu'une importante documentation a été remise sur place. Tous les conférenciers ont déposé des notes de présentation, des mémoires ou documents étoffés. Parmi ces documents, nous aimerions souligner qu'une étude de 24 cas - présentés sous forme de fiches synthétiques - répertorie des exemples de processus d'émission de permis à travers le Québec, le Canada et les États-Unis. Cette étude a été réalisée par un étudiant de l'UQAM, Pierre Delorme, sous la direction de Roger Gratton, de la Ville de Montréal.

En dernier lieu, nous remercions les membres du comité organisateur pour leur dévouement dans la préparation du colloque et leur présence : Jacques Béique, président du comité Développement urbain et habitation, et les membres du comité : Sylvain Boucher, Clément Demers, Roger Gratton et Antoine Tabet. ■



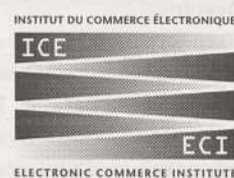
partenaire

SÉCURITÉ INTERNET : LES INFRASTRUCTURES À CLÉ PUBLIQUE (ICP)

L'utilisation explosive de l'Internet est venue bouleverser plusieurs concepts et normes associés aux échanges commerciaux et à la communication globalisée. Dans

ce contexte, les aspects de sécurité de l'information ont particulièrement été mis à rude épreuve. Auparavant, ces communications étaient soumises aux normes rigoureuses des réseaux publics ou privés sous la responsabilité de grandes organisations ou d'instances gouvernementales.

Dorénavant, les parties qui font des affaires électroniques démontrent beaucoup de réticences face à la sécurité. En effet, les transactions virtuelles n'étant pas régies, comment s'assurer qu'elles s'effectuent en toute confiance ? L'Internet, avec sa grande ouverture et son accès à des millions d'utilisateurs, s'ex-



pose davantage aux intrus et à la fraude et sa plus grande force se révèle sa plus grande faiblesse quand il s'agit de sécurité et de confiance.

Une solution globale

Pour que l'Internet atteigne son plein potentiel, il faut d'abord que les entreprises de services et les entreprises commerciales mettent en place des mécanismes assurant un niveau de sécurité très élevé pour toutes leurs transactions majeures consommateur-entreprise ou inter-entreprises, et ce, à grande échelle. Aujourd'hui, le fait marquant en matière de sécurité consiste à implanter une solution globale supportant les objectifs d'intégrité, la nature confidentielle de l'information ainsi que les éléments de confiance essentiels à toute transaction commerciale.

Fonction	Description
Contrôle des accès	Déterminer qui doit avoir accès à l'information corporative
Authentification	Certifier l'identité des utilisateurs accédant à l'information
Nature confidentielle	Garantir que l'information ne peut être visionnée ni accessible à un utilisateur non autorisé
Intégrité	Garantir que l'information ne peut être modifiée
Non-répudiation	Un utilisateur ne peut nier l'action effectuée - ceci est la base juridique du commerce Internet
Signature numérique	Une signature électronique irréfutable et impossible à copier ou à falsifier
Le mécanisme unifié d'une infrastructure à clé publique (ICP) supporte tous ces attributs.	

LE SITE WEB DE LA CHAMBRE

Un site à consulter fréquemment : il est mis à jour régulièrement.

WWW.CCMM.QC.CA

PROGRAMME DE FORMATION DE L'INSTITUT DU COMMERCE ÉLECTRONIQUE

Novembre

3	Technical aspects I: X12 Standards and mapping (en anglais)
4 - 5	Technical aspects II: components and integration to management information système (en anglais)
16 p.m. (Québec)	Introduction à l'EDI
17 (Québec)	Implantation de l'EDI
18 (Québec)	Aspects techniques I : norme X12 et réagencement
19 a.m. (Québec)	Internet, intranet et extranet
19 p.m. (Québec)	Implantation de l'EDI financier (820)
24 a.m.	Internet, intranet and extranet (en anglais)
25 a.m.	Implementing the advance ship notice (856) (en anglais)
25 p.m.	Implementing EDI over the internet (en anglais)

Information : (514) 288-3736

Le tableau ci-dessus illustre bien les six attributs devant faire partie intégrante d'un processus de transaction sécurisée.

Actuellement, les tendances du marché dénotent une nette propension vers l'utilisation du *Certificat numérique*, un document électronique comprenant une clé privée, une clé publique, une signature numérique, un numéro de série, un code d'émetteur ainsi qu'une date d'expiration. Le jumelage de tous ces éléments permet de respecter les six principales caractéristiques d'une transaction commerciale électronique basée sur la confiance et l'intégrité.

Continued from page 14





LA VENGEANCE DES PUCES

Il propose que l'on investisse dans les services financiers, ces derniers ayant été à l'avant-garde de la conformité à l'an 2000 depuis pas mal de temps. Le site Web présente une liste de 15 valeurs de l'industrie du bogue de l'an 2000 pour ceux qui veulent profiter du volume d'affaires dont ces entreprises bénéficient. Par ailleurs, Ed Yardeni, l'économiste en chef de la Deutsche Bank Securities à New York, s'inquiète de la possibilité d'une récession entraînée par le bogue de l'an 2000. À son avis, il y a 70 % de risque que cela se produise (voir www.yardeni.com).

Du côté positif, il faut avouer que le bogue de l'an 2000, c'est une belle occasion d'affaires. Tout le monde doit faire un bon ménage et ne conserver que ce qui est nécessaire, ce qui va accroître l'efficacité. Les entreprises seront forcées de décider si elles veulent réparer, éliminer ou remplacer certains systèmes et équipements. «C'est une formidable occasion d'accroître d'un seul coup l'efficacité de leurs activités. Il faut voir plus loin que la simple modification des programmes informatiques», déclare Jeffrey Reid, directeur du marketing et des alliances à PeopleSoft.

Certains ont profité de ce «problème» pour créer des entreprises. L'homme d'affaires new-yorkais Robert Guberman a enregistré la marque de commerce «Year 2000». Sa compagnie, Planet Marketing, détient pratiquement toutes les marques de commerce pour la production d'une myriade d'objets, allant du porte-clés au blouson de cuir.

Mesures à prendre

Tout comme dans n'importe quel scénario de résolution de problème, il faut tout d'abord cerner le problème. «Notre première étape consiste à préparer une étude de conformité qui est à la base de la formulation d'un plan. On développe le plan directeur sur trois axes, soit les systèmes de l'entreprise, les groupes d'utilisateurs et les systèmes hors les TI, c'est-à-dire les équipements qui incorporent des puces», explique Régnald Tétu, directeur de l'intégration des systèmes chez SHL Systemhouse. Les puces représentent un danger réel, et on en trouve partout. M. Tétu donne l'ex-

emple d'une usine de pâtes et papiers qui pourrait tomber en panne générale en raison d'une seule puce non conforme dans un équipement.

L'évolution du nombre des entreprises s'affairant à la conformité à l'an 2000 peut être mesurée selon les questions posées. «Ces six derniers mois, nous avons reçu de nombreuses demandes pour des vérifications et le déploiement de plans d'urgence», déclare M. Tétu. Il s'attend d'ailleurs, au cours des prochains mois, à recevoir de nombreuses demandes de vérification et à voir des entreprises couper les coins ronds pour parvenir à être prêtes à temps.



«Il faut regarder la conformité à l'an 2000 comme un gros projet composé de multiples petits éléments», affirme Régnald Tétu, directeur de l'intégration des systèmes chez SHL Systemhouse.

Un processus coûteux

En gros, il faut compter de 1 à 2 \$ pour modifier chaque ligne de code informatique, soit un coût de 50 à 3 000 \$ pour chaque PC. Environ 20 % de l'activité de LGS est consacrée à l'an 2000, estime François Labrie, vice-président, Pratique de l'an 2000, chez LGS. Cette firme a aidé quelques clients majeurs, comme Hydro-Québec et Radio Canada, à atteindre la conformité. Le coût qu'entraîne cette conformité peut se diviser en trois parties : 20 % pour la conversion elle-même, 60 % pour les tests et 20 %

pour la stratégie et le plan de communications. «Le problème n'est pas complexe en lui-même, précise M. Labrie, mais il y a tant de détails dont il faut s'occuper. Les petites entreprises pensent qu'il s'agit d'un problème de TI et non d'un problème d'affaires, et cela les place dans une position très vulnérable», ajoute-t-il.

Après un investissement de 2,9 millions \$ pour modifier environ 2 millions de lignes de codes informatiques, Meloche Monnex, le géant de l'assurance résidentielle et automobile, est prêt pour le nouveau millénaire. Tout comme Alcan, Proviso et Bombardier qui, selon le journal Les Affaires, méritent la médaille d'or de la conformité. Après avoir consulté cinq firmes différentes, Meloche Monnex a confié sa conversion à Cognicase. Le processus a été divisé en quatre étapes et a pris six mois. En fait, la conversion et les tests ont été terminés deux mois avant la date prévue. «Nous avons transféré tous nos fichiers et nos programmes sur un ruban magnétique et un outil a servi à convertir les programmes. Puis les tests ont été faits à partir d'un ordinateur réservé à cet effet», souligne Mario Héту, vice-président, développement des systèmes chez Meloche Monnex.

Bien que la compagnie ait identifié toutes les étapes, M. Héту découvrit au fur et à mesure du processus de nouveaux éléments de la conversion. «L'ampleur de la conversion et des tests est toujours plus vaste qu'on ne le prévoit au départ», affirme M. Héту.

Au début, on s'attendait à une facture d'un million \$. Le coût véritable fut trois fois plus élevé. Maintenant, la firme prend contact avec ses 53 fournisseurs pour évaluer leur conformité à l'an 2000. M. Héту est très heureux de voir où en est sa compagnie, car elle peut maintenant se concentrer sur des projets de développement des affaires.

«Pour les entreprises qui doivent mettre des projets vitaux en veilleuse, il se pose une question de réarrangement des priorités en termes de coûts et de temps disponible», explique Carl Simard, vice-président, Ventes et marketing chez Cognicase. Les clients de la firme doivent être formés pour comprendre à quoi s'attendre et éviter d'être surpris

par l'ampleur des tâches de conversion.

Les ramifications juridiques

À la demande du Groupe de travail de l'An 2000, le Barreau canadien a préparé un document détaillé sur les ramifications, au plan juridique, auxquelles les entreprises doivent s'attendre pour le nouveau millénaire. Le problème est vaste, les conséquences juridiques le sont aussi. Les questions de sécurité, de fiscalité et de responsabilité sont abordées dans le document. Daniel Garant est associé chez Byers Casgrain, avocats. «L'an dernier, je travaillais sur un dossier de fusions et acquisitions quand on a découvert à la dernière minute que la compagnie n'était pas conforme à l'an 2000 et que, pour y parvenir, il lui en coûterait 2,5 millions \$. L'affaire est tombée à l'eau.»

Le rôle de l'avocat est de tirer l'alarme et de sensibiliser ses clients au bogue de l'an 2000. Mais Me Garant ne s'attend pas à une avalanche de poursuites comme celle que prévoient nos voisins du Sud. Une vérification juridique de conformité à l'an 2000 doit comprendre une révision des contrats et des négociations en cours, des demandes d'information sur la conformité et des requêtes de divulgation, entre autres.

Il est relativement facile de s'attaquer au bogue de l'an 2000. Les éléments incontournables comprennent : l'évaluation du problème, le développement d'une solution, un processus de tests et, finalement, la mise en application du tout. Cela peut se faire en trois à six mois, selon la taille de l'entreprise : c'est une question de temps et du degré de priorité défini par les hauts dirigeants. Jean Allen de DMR déclare être l'une des rares personnes qui soient vraiment positives à l'égard du prochain millénaire. Cet optimisme persiste même s'il connaît des exemples, comme celui d'un édifice récent, à Montréal, dont sept fonctions vitales, comme le chauffage et la sécurité, ne sont pas conformes à l'an 2000. «Les entreprises doivent vraiment faire preuve de créativité en modifiant leurs priorités et leurs enveloppes budgétaires afin d'affronter le défi.» ■

TOUJOURS BONS PREMIERS SUR LA ROUTE DU SUCCÈS

Les résultats du sondage 1998 de NADbank® sont maintenant disponibles et, pour les annonceurs du Globe and Mail, ils sont des plus positifs. En semaine, le Globe and Mail est le quotidien qui rejoint le plus d'adultes dont le revenu personnel est supérieur à 60 000 \$*. Plus que tout autre journal au Canada !

Voyez plus grand

De plus, du lundi au vendredi, le Globe and Mail rejoint au-delà de 40 %* des adultes canadiens

* Source : NADbank® 1998. Adultes de 18 ans et plus, Canada anglais, 28 marchés.



ayant un revenu annuel supérieur à 100 000 \$*.

Les chiffres sont éloquentes. Pour joindre davantage de dirigeants, propriétaires et professionnels influents et instruits, le choix est clair. Placez vos annonces là où vous avez la certitude qu'elles seront vues par ceux et celles à qui elles s'adressent directement: DANS LE GLOBE AND MAIL, LE QUOTIDIEN NATIONAL DU CANADA.

THE GLOBE AND MAIL
LE QUOTIDIEN NATIONAL DU CANADA • FONDÉ EN 1844

Pour de plus amples renseignements, communiquez avec le responsable de votre compte à notre bureau de Montréal, au (514) 982-3050.



activité

LES «5 À 7 DU MARDI» : UNE SÉRIE QUI DÉBUTE BIEN

La Chambre instituait dernièrement une nouvelle série de cocktails, les «5 à 7 du mardi», une occasion de plus pour les membres de multiplier les rencontres avec des décideurs, de tisser des nouvelles relations d'affaires et d'identifier des occasions prometteuses.

Le premier de la série se tenait le 6 octobre dernier au Planet Hollywood - le

nouveau bar-restaurant branché de la rue McGill, en plein coeur du quartier des affaires - qui, pour l'occasion, commandait le vin, le bière et les hors-d'oeuvre. Environ 325 personnes s'y étaient donné rendez-vous.

À cette occasion, VIA Rail offrait comme prix de présence un laissez-passer pour deux personnes dans le

corridor Québec-Windsor. Ce prix a été remporté par M. Walter Huber, de Walter Huber Inc. Un blouson en cuir aux couleurs de Planet Hollywood a été offert comme prix de présence par l'hôte de la soirée : il a été remporté par Mme Lise-Brigitte Louvain. Deux repas pour deux au Planet Hollywood ont également été offerts.



Une vue de l'assistance au premier de la série des «5 à 7 du mardi», au Planet hollywood.

Avec sa technologie audiovisuelle d'avant-garde, sa vaste collection d'objets commémoratifs reliés au cinéma américain et ses projections de clips de films passés et à venir accompagnés des bandes sonores, le Planet Hollywood débordait de vie et d'enthousiasme, on pouvait s'imaginer pendant un instant être l'auteur de son propre scénario.

Les «5 à 7 du mardi» se tiendront le premier mardi de chaque mois (sauf en janvier). Ils deviendront, à n'en pas douter, un rendez-vous incontournable. Au moment où vous lirez ces lignes, celui du 3 novembre aura déjà eu lieu au tout nouveau restaurant-marché Mövenpick de la Place Ville Marie.

Surveillez votre télécopieur pour être tenu au courant des prochains rendez-vous. ■

Tout le confort et la chaleur d'une solution d'assurance complète



Installation GRATUITE d'un système d'alarme pour votre résidence ou un anti-démarrreur pour votre auto à prix réduit! Demandez dès aujourd'hui les conditions!

Programme d'assurances Meloche Monnex recommandé par :



Chambre de commerce du Montréal métropolitain
Board of Trade of Metropolitan Montreal

Dormez bien au chaud avec ce programme d'assurances Meloche Monnex! C'est la solution que vous recommande la Chambre de commerce du Montréal métropolitain. Profitez d'un traitement rapide et efficace de vos demandes d'indemnisation ainsi que d'un service d'assistance international pour toute la famille grâce à votre carte gratuite personnalisée.

- Solution d'assurance pour votre automobile • Solution d'assurance pour votre résidence
- Solution micro-entreprise, votre assurance affaires

Visitez notre site web : www.melochemonnex.com

(514) 384-1112
1 800 361-3821

Meloche Monnex

Notre science... l'assurance,
notre art... le service

Une société Canada Trust

rapports annuels
emballages
image corporative
brochures
publicité
multimedia

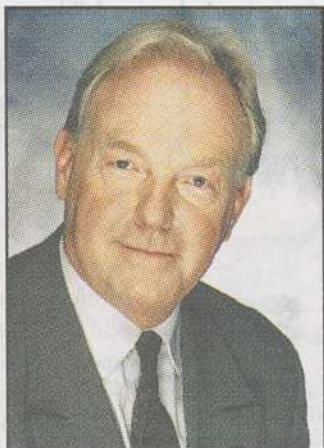
impact

Yuri Kruk
Communication • Design
514-876-8755

UNE ACTION UNIFIÉE POUR UN DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL GAGNANT

Notre concurrence véritable n'est pas locale mais mondiale

Montréal International a été fondé à cette date, il y a deux ans. Je profite de cet anniversaire pour vous faire part de certaines de ses réalisations et de ses perspectives en vue de continuer d'agir pour l'essor de la région métropolitaine de Montréal et contribuer à en faire une métropole internationale et une technopole de classe mondiale.



connaître la région métropolitaine de Montréal et ses forces économiques, de Bromont à Saint-Jérôme, plutôt que de Kirkland à Pointe-aux-Trembles. Tous ces outils ont été élaborés avec la participation étroite de nos partenaires locaux et gouvernementaux.

Il y a deux ans, à la suite de la publication du rapport du Comité sur le relance de la grande région métropolitaine présidé par M. Jean-Jacques Bourgeault, d'Air Canada, les milieux du développement économique, des affaires et tous les paliers de gouvernement créaient dans la région métropolitaine de Montréal une première historique.

Le guichet unique, quant à lui, règle rapidement les dossiers d'immigration et d'intégration de travailleurs stratégiques pour le compte de bon nombre de grandes entreprises et il bénéficie de l'appui et de la participation active des ministères fédéral et québécois.

Ils décidaient d'un commun accord de mettre sur pied un organisme chargé de promouvoir la région métropolitaine dans son ensemble, c'est-à-dire, cette vaste conurbation de 3,4 millions d'habitants qui s'étend des Mille-Iles au Richelieu et même au-delà.

Enfin, comme le bouche à oreille est la meilleure des réclames, nous avons créé le Cercle des Ambassadeurs dont les 500 membres, leaders de nos milieux d'affaires, sont des porte-paroles de la région du grand Montréal au sein de tous les réseaux internationaux qu'ils fréquentent.

Cette vaste zone métropolitaine qui comprend 111 municipalités si l'on adopte la carte du ministère de la Métropole, est représentée au chapitre du développement économique international et de la promotion par de nombreux offices de développement et commissariats industriels tentant chacun de convaincre des entreprises internationales de s'implanter dans une municipalité, une MRC, une communauté urbaine, sur leur territoire respectif. C'est pour cette raison que de nombreux décideurs du milieu choisissaient d'opter pour une vision commune.

En matière de prospection d'investissements étrangers, nous agissons comme organisme parapluie, en établissant des priorités géographiques et sectorielles et en coordonnant des missions et foires internationales à l'étranger avec nos partenaires.

Les deux paliers de gouvernements, des municipalités et 120 entreprises ont confié à Montréal International le rôle de rassembleur et de catalyseur des dynamismes locaux pour s'assurer qu'en bout de ligne, les investisseurs étrangers choisissent, pour s'implanter et se développer, la région métropolitaine de Montréal plutôt qu'Atlanta, Boston ou Toronto.

Mais cette formule a ses limites. Nous sommes convaincus qu'il faut aller plus loin.

Reconnaissant la nécessité d'un tel instrument de développement, le Sommet sur l'économie et l'emploi de l'automne 1996 a confié à Montréal International des mandats supplémentaires parmi lesquels la mise sur pied du Cercle des Ambassadeurs et la gestion du guichet unique d'accueil destiné aux travailleurs stratégiques étrangers.

Dans le but de rendre notre force de frappe internationale plus percutante et de contribuer à créer à l'étranger une image de marque puissante pour la région du grand Montréal, le conseil d'administration de Montréal International, fidèle à la volonté de la grande majorité des intervenants économiques, a demandé que les négociations déjà engagées se poursuivent et s'intensifient pour en arriver au regroupement des ressources régionales vouées à l'attraction d'investissements étrangers.

Avec sa structure actuelle, Montréal International a permis au Grand Montréal de bénéficier de plusieurs initiatives.

Pour réussir, les efforts de tous les intervenants, privés et publics, doivent converger. Pour être des joueurs importants en matière d'investissements internationaux, nous devons rationaliser nos démarches autour et à partir d'un seul centre névralgique.

Nous avons créé une gamme complète d'outils promotionnels de calibre mondial, un site Web multilingue, un CD-ROM de haute qualité, un vidéo, des profils économiques sectoriels, des brochures, dans lesquels on apprend à

Il est important de poursuivre le travail. Il y a deux ans, Montréal International représentait une approche originale et un précédent au Canada. Depuis lors, Toronto a créé sa propre Greater Toronto Marketing Alliance, pour représenter toute la région métropolitaine sous un seul visage. Philadelphie, Atlanta, San José (Silicon Valley), la Nouvelle-Orléans et plusieurs autres grandes zones urbaines nord-américaines ont fait de même.

Une étude de Montréal International

MONTRÉAL : UNE MÉTROPOLE INTERNATIONALE QUI FAIT SA MARQUE AUPRÈS DES NEW-YORK, WASHINGTON, GENÈVE, VIENNE, PARIS ET BRUXELLES

Il y a maintenant plus de 60 organisations internationales dans la grande région de Montréal et elles entraînent des retombées brutes de 290 millions \$

Montréal s'affirme de plus en plus comme une authentique métropole internationale, bénéficiant notamment de l'effet d'entraînement que suscite la présence ici d'organisations internationales importantes notamment dans les secteurs de l'aviation et de l'environnement. Il y a dix ans, la région métropolitaine en comptait à peine une vingtaine dont l'OACI et l'IATA qui, dans le domaine de l'aviation, demeurent encore aujourd'hui ses atouts majeurs.

Aujourd'hui, Montréal International en recense 62 et il se fixe comme objectif d'en attirer ou d'en créer dix annuellement. La masse critique commence à manifester son impact de même que les efforts de recrutement de nouvelles organisations.

Une étude réalisée par SECOR et Consultations Économiques Martin Inc., rendue publique au début octobre, et effectuée pour le compte de Montréal International, évalue l'impact économique brut des organisations internationales, en 1997, à plus de 290 millions de dollars. Elles génèrent également des recettes gouvernementales brutes de l'ordre de 72,5 millions \$, emploient 1 316 personnes et créent 3 324 emplois indirects. Parmi ceux-ci, 80 % des employés font partie de la main-d'œuvre locale, ce qui contribue fortement à l'économie métropolitaine. Ces emplois sont de haute qualité, le salaire moyen étant de 62 500 \$ canadiens.

La présence de ces organisations internationales se manifeste à plusieurs égards. L'ampleur de ces retombées est aussi fortement reliée à la tenue d'événements internationaux qu'elles stimulent ou que d'autres organisations jugent valable de tenir dans la métropole. Il convient ici de rappeler que Montréal occupe le troisième rang en Amérique du Nord, après les villes de New York et Washington, pour le nombre de réunions internationales qui s'y tiennent.

Les principaux secteurs d'activité où l'on trouve des sièges sociaux continentaux et internationaux à Montréal sont la formation et la culture, qui en comptent chacun dix, tandis que le secteur de l'aérospatiale et celui de l'environnement en détiennent respectivement quatre et neuf.

Ce dernier secteur permet à la grande région de Montréal d'occuper une place de choix à ce chapitre au plan international. Mentionnons à titre d'exemple les nombreuses organisations prestigieuses établies ici, en commençant par le Secrétariat de la Convention sur la diversité biologique affilié

Suite, page suivante



Si la grande région de Montréal avait, pendant un court moment, pris une certaine avance sur ses concurrentes canadiennes, on peut constater que cette longueur d'avance est en train de s'effriter. Il nous faut donc agir dans le sens d'une concentration de toutes nos forces pour faire front commun contre la concurrence implacable des autres grandes villes-régions nord-américaines et mondiales.

C'est là que se trouve notre concurrence. La compétition interne pour les investissements, dans une même région métropolitaine, est une formule dénuée d'avenir et improductive. Récemment, M. André Bérard, président et chef de la direction de la Banque Nationale du Canada, déclarait que l'enjeu actuel est «la compétitivité même de notre région en terme d'investissements interna-

tionaux». Je ne peux que souscrire pleinement à sa conviction.

Pour réussir, il nous faut une seule équipe économique, un seul bureau de prospection d'investissements étrangers, qui nous appartienne à tous et qui travaille pour nous tous.

Le partenariat que nous avons commencé à construire pour assurer le développement d'une région métropolitaine de calibre mondial doit passer rapidement à l'étape suivante : le regroupement des forces de promotion économique internationale. Beaucoup des leaders de notre milieu le souhaitent depuis 20 ans. Il est temps de passer à l'action, pour que la grande région métropolitaine de Montréal parle enfin d'une seule voix sur la scène mondiale.

Jacques Girard
Président-directeur général



Suite de la page précédente

à l'ONU, l'Union mondiale pour la conservation de la nature, la Commission de coopération environnementale de l'ALENA, le Fonds multilatéral aux fins d'application du Protocole de Montréal, le Secrétariat international de l'eau, le Conseil international de coopération et de développement de l'hydrogène (aux franges de l'activité anti-pollution), et le Réseau d'expertise du E7 (les 7 plus grands producteurs-fournisseurs d'électricité au monde) auxquels s'ajoute depuis quelques semaines à peine, le Bureau des Amériques du Conseil Mondial de l'Eau.

Le grand Montréal est aussi le siège d'organismes mondiaux voués à l'urbanisme et au développement de villes souterraines, et d'autres reliés à sa vocation de métropole nordique, au coeur d'un cadre environnemental exceptionnel et multilingue.

Des avantages uniques pour la région montréalaise, à l'échelle internationale

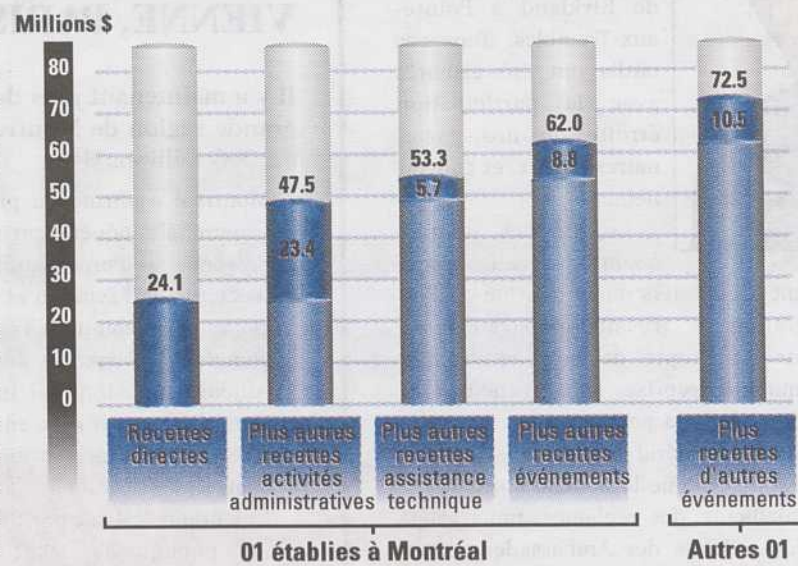
Dans son introduction au tout récent «Guide d'implantation d'une organisation internationale», le président-directeur général de Montréal International, M. Jacques Girard, souligne notamment que la région montréalaise est une grande agglomération industrialisée, cosmopolite, disposant d'une main-d'œuvre bilingue compétente de haut niveau et offrant une qualité de

vie inégalée. Une récente étude de la firme de consultants en relocalisation Runzheimer International, et dont le Globe and Mail faisait état, confirme que Montréal affiche le coût de la vie le plus faible parmi quinze des plus importantes villes de la planète. Rajoutons que les coûts d'implantation et d'entretien de sièges internationaux dans la métropole sont aussi parmi les plus faibles du monde et les avantages fiscaux contribuent à favoriser leur essor.

Outre ses infrastructures de transport et de communications de classe mondiale, la région métropolitaine offre aussi un réseau universitaire et professionnel de grande qualité, une vie culturelle intense dans un cadre social sécuritaire.

C'est pour toutes ces bonnes raisons que l'on retrouve dans le grand Montréal quelque 120 représentations diplomatiques et consulaires, de nombreux sièges sociaux de multinationales nord-américaines ou internationales, plusieurs banques étrangères et centres financiers, et une renommée culturelle et sportive qui sans cesse rehausse son profil international. ■

Figure 12
L'impact brut sur les recettes gouvernementales (1997)



Source : Estimation SECOR/Consultations Économiques Martin.

QUELQUES ORGANISATIONS INTERNATIONALES IMPLANTÉES DANS LA GRANDE RÉGION DE MONTRÉAL

- AFS Interculture Canada
- Agence universitaire de la Francophonie (AUPELF-UREF)
- Association du transport aérien international (IATA)
- Association francophone internationale des directeurs d'établissements scolaires (AFIDES)
- Association internationale de l'amiante
- Association internationale des étudiants en sciences économiques et commerciales (AIESEC)
- Association internationale des loteries d'État (AILE)
- Association internationale des professions de la santé (AIPS)
- Association mondiale des radiodiffuseurs communautaires (AMARC)
- Bureau international des droits des enfants (BIDE)
- Bureau international pour le tourisme social - Secrétariat pour les Amériques (BITS-Amériques)
- Centre international de développement en audit et contrôle (CIDAC) Centre international du Film pour l'enfance et la jeunesse (CIFEJ)
- Centre international pour la prévention de la criminalité (CIPC)
- Collège des Amériques/College of the Americas
- Commission de coopération environnementale (CCE)
- Conseil des Festivals jumelés
- Conseil francophone de la chanson (CFC)
- Conseil international de coopération et de développement de l'hydrogène (CICDH)
- Conseil international de l'action sociale (CIAS)
- Conseil mondial de l'eau - Bureau des Amériques
- Conseil québécois pour l'Amérique latine - Centre Bolivar (CQAL)
- Fédération internationale des associations de contrôleurs aériens
- Fédération internationale des associations de multimédia (FIAM)
- Fédération internationale des culturistes (IFBB)
- Fédération internationale du vieillissement (FIV)
- Fédération mondiale de l'hémophilie (WFH)
- Fédération Mondiale des Associations de Sociétés de Commerce (WFTA)
- Fédération mondiale des grands concours internationaux de vins et de spiritueux (FMGCIVS)
- Fonds multilatéral aux fins d'application du Protocole de Montréal
- Forum francophone des affaires (FFA)
- Forum international des politiques familiales (IFPF)
- Groupe international de recherche sur l'emploi (GIRE)
- Institut des services financiers internationaux (ISFI)
- Institut international de formation en gestion aéronautique (IIFGA)
- Institut international de gestion des grandes métropoles
- Institut international des sciences humaines intégrales (IISHI)
- Institut international pour la paix par le tourisme
- Institut mondial du commerce E-mail (IMCE)
- Inter-Société pour les Arts Électroniques (ISEA)

LE GUIDE D'IMPLANTATION D'UNE ORGANISATION INTERNATIONALE À MONTRÉAL :

Montréal International se donne un outil pour accroître de 10 par année le nombre d'organisations internationales dans la région

Montréal International s'est fixé pour objectif de contribuer à attirer ou à créer chaque année dans la métropole dix nouvelles organisations internationales. En 1997, cet objectif a été réalisé. En 1998, il sera également atteint.

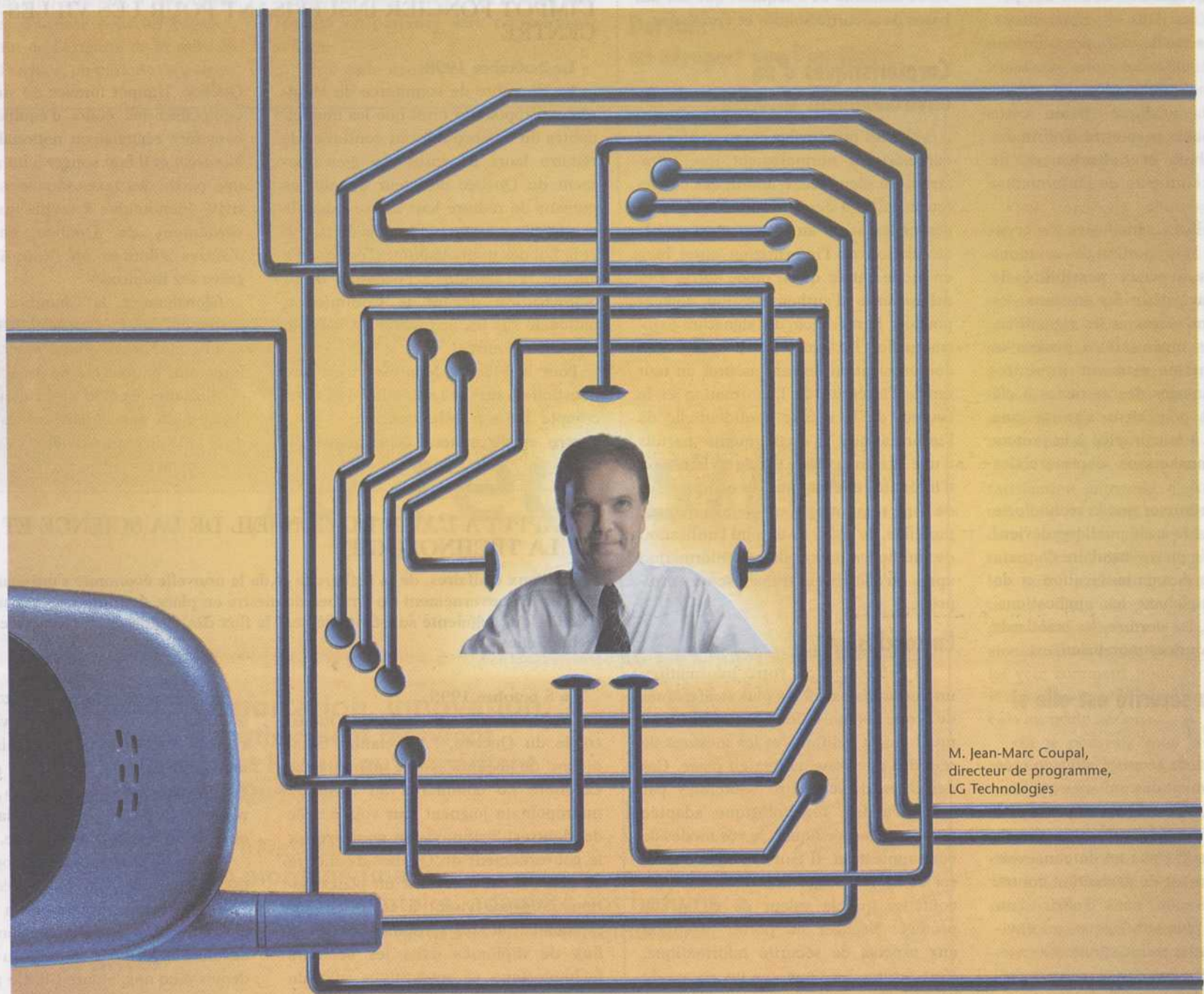
Chaque nouvelle organisation contribue à améliorer le bassin de fournisseurs spécialisés requis, à renforcer le caractère international et cosmopolite de la région montréalaise, et à accroître ses possibilités d'accueillir, en 2004 / 2005, des portions de la future administration de la nouvelle alliance économique des Amériques.

Entre-temps, Montréal International a mis au point un outil d'intervention remarquable qui l'aidera à convaincre de nouveaux organismes de choisir la région montréalaise comme siège de leurs activités.

Le «Guide d'implantation d'une organisation internationale à Montréal» constitue le vade mecum par excellence d'une organisation qui cherche à réduire le temps nécessaire à son implantation.

Ce guide, de près d'une centaine de pages, rassemble en quatre sections toute l'information utile sur les avantages fiscaux offerts aux organisations internationales, la façon de définir un organisme sans but lucratif et les exigences qui se rattachent à ce statut, les démarches à compléter, les coûts, la situation des personnes en transit, etc..

Un puissant catalyseur pour le monde international de la métropole ! Un outil de vente international. ■



M. Jean-Marc Coupal,
directeur de programme,
LG Technologies

On peut être joints partout sur le circuit.

«Chez LG Technologies, le service à la clientèle, c'est notre cheval de bataille. Chaque client fait équipe avec un directeur de programme responsable d'un groupe polyvalent. Quant à nos fournisseurs, beaucoup sont à l'étranger. Leurs heures d'ouverture sont souvent inversées par rapport aux nôtres. Avec le téléphone mobile, l'expertise de nos employés reste toujours disponible, à toutes les étapes de fabrication. Une bonne gestion d'entreprise, ça commence par une bonne gestion du temps et des ressources. C'est précisément ce que Bell Mobilité nous permet d'obtenir et en plus, ils s'y connaissent en technologies de pointe.»

Parlons affaires

Quelle que soit la taille de votre entreprise, quel que soit votre marché, nous avons des solutions sur mesure pour répondre à vos besoins et satisfaire vos ambitions. Comme 350** minutes gratuites pour seulement 35\$ par mois, plus 500 appels entrants avec première minute gratuite. Pour en parler, composez le

1 888 457-7308

**100 minutes en tout temps. 250 minutes soirs et week-ends.
*Marque de commerce de Bell Canada - Bell Mobilité est usager licencié.

Bell Mobilité
En affaires, il n'y a que des solutions.



partenaire



Suite de la page 8

Les infrastructures à clé publique (ICP)

Une fois votre site commercial protégé par un périmètre de sécurité robuste, il faut maintenant porter une attention spéciale à la sécurité des transactions et à l'authentification des personnes engagées dans ces transactions. La situation actuelle exige des solutions promptes et efficaces sous plusieurs aspects : humain, technologique, organisationnel et juridique. Seule cette approche globale permettra d'offrir des services fiables et robustes et de compter sur l'intégrité de l'information véhiculée.

Les nouvelles technologies de cryptographie sur PC apportent des solutions intéressantes avec la possibilité de chiffrer le navigateur, les sessions, les fichiers, les messages et les signatures. D'importantes organisations privées et gouvernementales évaluent présentement les avantages des systèmes à clé publique qui pourraient s'avérer une solution tout à fait propice à la protection des transactions commerciales électroniques.

On peut présumer que la technologie de cryptographie à clé publique deviendra sous peu la pierre angulaire de toute infrastructure de communication et de commerce englobant les applications, les politiques, les normes, les standards et les lois reconnues mondialement.

Pourquoi la sécurité est-elle si importante ?

Un système de sécurité efficace crée un environnement de confiance qui simplifie le commerce électronique et les communications privées sur un réseau public. Il ne suffit pas ici de concevoir un environnement de protection contre le vol et la fraude, mais d'offrir, d'un point de vue plus stratégique, un environnement où les transactions commerciales entreprise-entreprise peuvent s'effectuer selon les normes juridiques en vigueur.

On ne peut affirmer qu'une infrastructure Internet non sécurisée entrave forcément toute activité de commerce

électronique. Par contre, pour qu'une organisation obtienne des retombées optimales, son processus de commerce électronique doit être jumelé à des mécanismes de haute sécurité. Quand on pense aux incidents hypermédiatisés imputables aux lacunes en matière de sécurité, on comprend que la confiance en ce domaine ne s'acquiert que sur des bases de sécurité solides et éprouvées.

Caractéristiques d'un environnement sécurisé

Voici les principales composantes qui caractérisent normalement une infrastructure sécurisée. D'abord, des coupe-feu installés à des endroits stratégiques gèrent les accès au réseau ainsi que la circulation de l'information aussi bien en mode entrée qu'en mode sortie. Des mécanismes d'authentification doivent pouvoir faire office de signature contractuelle. De plus, les processus de communication doivent assurer en tout temps l'intégrité de l'information et le respect de la nature confidentielle de l'information; il s'agit même parfois d'une exigence légale. Quant à la notion d'intégrité, elle permet de compter sur de l'information à jour et aucunement modifiée, ce qui sous-entend l'utilisation de méthodes pour valider l'information après qu'elle ait été transmise ou entreposée.

En conclusion

La protection de votre information, un des actifs parmi les plus stratégiques de votre organisation, repose strictement sur la politique et les mesures de sécurité que vous mettez en place. Ces dernières doivent être soutenues par une structure technologique adaptée aux besoins spécifiques de vos modes de communication. Il faut toutefois s'assurer de ne pas ériger une forteresse plus coûteuse que la valeur de ce qu'elle protège. Négliger de porter attention aux aspects de sécurité informatique, c'est fermer les yeux sur un risque de gestion. ■

Par Stéphane-Michel Albert, directeur, Développement des affaires Pratique Commerce électronique et Internet, Groupe LGS inc.

PRISES DE POSITION

Une question de survie pour Montréal !

Les municipalités doivent réduire leurs dépenses et surtout leur masse salariale

L'IMPÔT FONCIER INSUFFISANT POUR LES VILLES-CENTRE

Le 2 octobre 1998

La Chambre de commerce du Montréal métropolitain croit que les municipalités du Québec doivent continuer de réduire leurs dépenses. Le gouvernement du Québec doit leur donner les moyens de réduire leur masse salariale en modifiant au besoin les lois du travail et la Loi des municipalités. C'est ce qu'a affirmé la Chambre à l'occasion de sa comparution devant la Commission nationale sur les finances et la fiscalité locales, à Montréal.

Pour la Ville de Montréal, c'est une question de survie. La fiscalité doit tenir compte de son rôle unique de ville-centre et de moteur économique du

Québec. L'impôt foncier ne suffit pas à compenser les coûts d'équipements à caractère régional ou national situés à Montréal et il faut songer à lui retourner une partie des taxes imposées sur l'activité économique à moins que le gouvernement du Québec ne trouve d'autres solutions au déséquilibre qui grève ses finances.

Globalement, la Chambre de commerce du Montréal métropolitain estime que de nombreux changements doivent intervenir en matière de fiscalité locale, et plusieurs d'entre eux ont une incidence toute particulière sur les finances de la ville de Montréal. ■

UN APPUI À L'AVIS DU CONSEIL DE LA SCIENCE ET DE LA TECHNOLOGIE

Les milieux d'affaires, de la recherche et de la nouvelle économie s'unissent pour presser le gouvernement du Québec de mettre en place de toute urgence un plan d'action qui augmente substantiellement le flux des diplômés en sciences et technologies.

Le 8 octobre 1998

L'Association de la recherche industrielle du Québec, l'Association canadienne de technologie de pointe et la Chambre de commerce du Montréal métropolitain joignent leur voix à celle de Montréal TechnoVision pour presser le gouvernement du Québec de mettre en place immédiatement un plan d'action d'urgence visant à accroître très rapidement et très substantiellement le flux de diplômés dans les secteurs technologique et scientifique afin de conserver dans la région métropolitaine de Montréal les entreprises de la nouvelle économie qui constituent depuis quelques années le véritable moteur de la relance économique.

Les quatre organismes sont tous actifs à divers niveaux en vue de parvenir à ce résultat, mais ils endossent plus particulièrement l'avis «Pour une politique québécoise de l'innovation», publié récemment par le Conseil de la science et de la technologie du Québec.

« Notre second axe de développement est d'arrimer la recherche et l'éducation pour soutenir les secteurs de la nouvelle économie dont la région de Montréal est devenue la véritable capitale au Canada, depuis cinq ans, ajoute-t-il. Ce n'est pas pour rien que nous travaillons en collaboration avec les universités et que notre programme d'action en 1998-1999 est de resserrer concrètement le triangle éducation-santé-affaires pour assurer le succès et la pérennité de notre économie », conclut-il.

« Les universités éprouvent des problèmes financiers et les milieux d'affaires n'y sont pas insensibles. Ils sont prêts à investir en partenariat avec les universités, mais à condition que leurs investissements servent à former plus de spécialistes dans des secteurs où il existe une pénurie de main-d'œuvre qui peut freiner l'essor de l'économie du savoir à Montréal ».

Les quatre organismes reconnaissent que le Conseil de la science et de la technologie a parfaitement cerné la problématique dans son avis «Pour une politique québécoise de l'innovation», et ils endossent ses principales recommandations, demandant au gouvernement du Québec d'agir sans tarder pour mettre en place un plan d'action auquel les entreprises seront associées afin d'augmenter de façon substantielle, dès 1999, le flux des diplômés de niveau collégial et universitaire dans les secteurs technologique et scientifique. ■

à la carte

AJOUT À LA SÉRIE

des déjeuners-causeries 1998-1999

Le mardi 2 février 1999

février 1999

(Radisson Hôtel des Gouverneurs)

Mardi 2

M. Eric H. Molson

Président du conseil d'administration
Les compagnies Molson limitée
Hôtel Le Reine Elizabeth



La maîtrise des intangibles



Depuis 1892

Avocats

Agents de brevets et marques

Protection des droits de propriété intellectuelle et droit des affaires

55 St-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 3X2
Téléphone : 98 ROBIC Fax : (514) 845 7874



Les douanes, notamment, ont amélioré leur rythme de fonctionnement à un point tel que certains passagers ont l'impression que la livraison des bagages est déficiente. Lorsqu'il fallait 25 minutes pour franchir les douanes, il ne restait plus que cinq minutes d'attente pour les bagages. Si les douanes sont franchies en cinq minutes, il peut rester 25 minutes d'attente pour les bagages, compte tenu de l'exiguïté de la salle de bagages à l'arrivée, en période de pointe.

Aéroports de Montréal est néanmoins conscient que d'autres améliorations peuvent être apportées, en attendant la construction de la nouvelle jetée internationale, qui commencera en 1999, en prévision d'une ouverture en 2001. Plusieurs nouvelles barrières d'embarquement seront ajoutées au cours de l'hiver qui vient, tandis que la salle des bagages en partance sera entièrement refaite.

Cette salle contribue actuellement à

retarder l'enregistrement des bagages en période de pointe et est responsable de l'encombrement des comptoirs et de la salle des départs aux heures de grande activité. Des améliorations seront aussi apportées à la salle des bagages à l'arrivée, afin d'en accélérer le fonctionnement.

Dorval : un aéroport que l'on visite

Depuis quelques mois, néanmoins, Dorval est redevenu non seulement un édifice agréable doté de commerces attrayants, mais un aéroport modèle en Amérique du Nord pour certaines raisons dont :

- des commerces de restauration et d'alimentation de grande qualité, incluant une Boulangerie Montréal qui fait fureur;
- des commerces de vêtements et de cadeaux de grande qualité;
- des espaces agréables;
- une activité concentrée évitant les interminables marches propres à O'Hare, Kennedy et Miami.

«Les aéroports modernes peuvent être de formidables centres commerciaux, ne l'oublions pas, commente Nycol Pageau-Goyette. Au Japon, on trouve un aéroport d'une dizaine d'étages abritant d'immenses surfaces commerciales hors-taxi, un centre de congrès, des bureaux temporaires, des cinémas, etc. Nous pouvons probablement progresser de ce côté-là avec l'expertise montréalaise en commerce de détail.

«En tout cas, ce qui nous cause une satisfaction immense, c'est que Dorval, cet aéroport désuet aux allures de 1950 dans lequel les gens passaient tristement, est aujourd'hui un aéroport dont les gens parlent internationalement comme d'un aéroport agréable et élégant. Nous recevons la visite de professionnels d'autres aéroports qui viennent ici voir comment nous avons fait pour réaliser tout cela sans nuire plus que cela au trafic aérien.»

«Et je pourrais vous citer les commentaires de gens d'affaires satisfaits comme celui-ci, vice-président d'une des grandes entreprises de Montréal, qui nous disait comment il trouvait extraordinaire d'atterrir à 1 h 15 et de se trouver à deux heures dans son bureau au centre-ville.»

«On peut actuellement se comparer aux meilleurs aéroports nord-américains. À tout point de vue, on a des avantages marqués sur la plupart d'entre eux, conclut Richard Cacchione.» ■

Cap sur la réussite

Production, exportation, innovation, vos projets d'investissement recevront toute l'attention et l'appui qu'ils méritent à Investissement-Québec.

Vous trouverez à Investissement-Québec :

- des conseils en montage financier ;
- un financement complémentaire, adapté à vos besoins ;
- un accès à un réseau de partenaires gouvernementaux et privés.

Investissement-Québec est une société d'État vouée à la promotion des avantages du Québec comme site d'investissement auprès des entreprises, tant étrangères que québécoises. Elle assure aussi la coordination des services d'accueil et de soutien au financement de projets d'investissement.

Investissement-Québec

iq@invest-quebec.com
http://invest-quebec.com

Montréal : (514) 873-4375
Québec : (418) 643-5172
Régions : 1 800 461-2433

FRAIS DE GESTION AÉROPORTUAIRES À DORVAL : PRATIQUEMENT TOUS LES AÉROPORTS CANADIENS EN IMPOSENT

Certains voyageurs s'offusquent des frais d'améliorations aéroportuaires de 10 \$ perçus par ADM. De tels frais sont pourtant perçus dans la plupart des aéroports du monde. Cependant, dans tous les pays où les aéroports sont des structures d'État ces frais sont perçus sous forme de taxe, si bien que les compagnies aériennes font elles-même la perception.

Au Canada, les «F.A.A.» existent partout sauf à Ottawa et Toronto, dans les aéroports d'une certaine taille. Ils entreront en vigueur à Ottawa dans les semaines qui viennent et à Toronto d'ici un an à 18 mois.

Il s'agit du moyen le plus simple pour assurer l'accumulation de fonds nécessaires aux investissements massifs nécessaires dans les aéroports.



LES SERVICES DE PLACEMENT TÉLÉ-RESSOURCES : LA RÉUSSITE D'UNE FEMME PASSIONNÉE, JOHANNE BERRY

PAR MADELEINE MURDOCK

Dans le cadre de ses activités «5 à 7», la Chambre a instauré un nouveau tirage. La première entreprise gagnante de cette série de Profil d'une entreprise gagnante a été Télé-Ressources. L'entrevue qui suit a été réalisée dans ce contexte. Cette chronique reviendra cinq fois dans l'année.

D'entrée de jeu, ce qui frappe chez Johanne Berry, c'est sa passion et sa détermination. Chaque jour, elle doit mesurer son entreprise aux plus grandes de ce secteur d'activité.

Même si Johanne Berry vient d'une famille d'entrepreneurs, elle n'aurait jamais cru devenir elle-même entrepreneure. En 1985, elle quitte le service des ressources humaines d'une entreprise nationale de placement et se souvient alors de ce que son père avait dit à son frère : «Si jamais ta soeur veut partir en affaires, aide-la, parce qu'elle a ce qu'il faut pour réussir.»

À ce moment, elle a tout juste 29 ans et rien à perdre. Pas d'argent ? Qu'à cela ne tienne : la vente de sa maison mobile lui rapporte 10 000 \$. C'est tout ce qu'il lui faut, avec sa voiture, pour démarrer sa propre agence de placement. Deux semaines plus tard, elle a un employé; 5 ans plus tard, 28.

C'est beau le succès, mais...

... c'est fragile et il est facile de tenir certaines choses pour acquises. Après la croissance fulgurante des premières années, la récession de 1992 la frappe de plein fouet et c'est la ronde des difficultés qui commence. Son jeune âge - elle n'a que 34 ans -, son manque d'expérience et le fait qu'elle mêle affaires et amitié lui jouent de mauvais tours et lui font perdre ce qu'elle appelle «sa ligne d'entrepreneuse». L'entreprise stagne et elle vit une période difficile. Elle doit se résoudre à se séparer de quelques personnes de son entourage. Huit ans plus tard, elle en parle encore, tellement la décision fut difficile.

Qu'est-ce qui distingue Télé-Ressources ?

Elle a dû tout rebâtir... en mieux. «J'ai voulu me repositionner comme la meilleure entreprise du genre à Montréal, différente des autres et avec la meilleure qualité.» Ici, Johanne Berry parle d'elle à la troisième personne : «La vision de Télé-Ressources, c'est Johanne, mais que Télé-Ressources se démarque repose sur le travail d'équipe, le recrutement du personnel adéquat, la motivation et surtout, la qualité.»

En 1996, Johanne Berry se rend compte qu'elle a toute son entreprise dans sa tête et qu'elle est la seule à tout connaître. Cette réflexion l'amène à



Hélène Trempe, conseillère en placement à Télé-Ressources, en compagnie de Johanne Berry, la p.-d.g. de l'entreprise.

mettre par écrit les procédures. Une fois là, pourquoi ne pas demander son accréditation ISO 9002 ? Le processus lui demande 17 mois de travail.

Bien qu'elle se dise exigeante, on sent chez Johanne Berry qu'elle est fière de son personnel et qu'elle en prend soin. Hélène Trempe est conseillère en placement chez Télé-Ressources : «On se dispute les places près de son bureau, tant elle nous énerve. Mon intégration comme conseillère s'est faite sur plusieurs semaines de formation intense. On apprend le déroulement du processus d'embauche, les techniques d'entrevue, les rapports avec l'entreprise-cliente et la vision. Nous sommes bien outillés.»

Télé-Ressources, qui est membre Grand partenaire de la Chambre, a également des délégués dans d'autres chambres de commerce; le mot d'ordre c'est le networking. Johanne Berry ne considère pas ces sorties comme des partys, tant que ses conseillers y font du développement d'affaires. Chaque sortie doit être rentable.

Le plus difficile, c'est :

«Ce que je trouve le plus difficile pour poursuivre sur la lancée de notre succès, c'est de devoir être moins près des employés. Heureusement, j'ai des directeurs qui font un merveilleux travail, parce que moi, je suis continuellement sollicitée par d'autres priorités. C'est aussi de «coacher» des personnes, gérer les petits problèmes et les émotions de chacun sans les banaliser ni se laisser atteindre. Il faut... pas une carapace, mais une solide colonne vertébrale.»

Profil du marché actuel

L'entreprise possède une banque de données de 25 000 noms de personnes,

dont l'âge varie de 18 à 65 ans, et dessert 1 500 entreprises. Trente-deux pour cent du personnel placé par Télé-Ressources est du personnel de bureau dans le domaine financier et 28 %, en télécommunications. Pour le reste, nous avons la clientèle de ministères fédéraux et du secteur manufacturier.

La ressource est importante et il faut trouver le bon candidat. Chaque jour, Télé-Ressources reçoit de 1 200 à 1 500 appels et les conseillers rencontrent une soixantaine de candidats. Il faut en plus continuer à développer les affaires. Les canaux de recherche privilégiés : entre autres, les entreprises en pleine croissance, les nouvelles entreprises dont on parle dans les médias et

les annonces dans les journaux. «Nous sommes à l'affût de l'actualité. De plus, avec nos 12 partenaires à travers le Canada, on est en mesure de placer ou de trouver du personnel en dehors du Québec, comme on le fait aussi aux États-Unis avec des bureaux américains.»

L'avenir de Télé-Ressources

L'entreprise a repris sa croissance des débuts. En un an, elle est passée de 28 à 59 employés; la surface de bureau est passée de 5 300 à 13 000 pi², et de 350 employés partenaires à 700 actuellement.

«Depuis 1995, ajoute Johanne Berry, l'entreprise fait de l'impartition en gestion de personnel et veut développer de plus en plus ce créneau en plus d'en explorer de nouveaux comme la santé, le multimédia et les centres d'appels. Nous planifions aussi l'ouverture d'un bureau à Toronto.»

La réussite de Johanne Berry a été plus d'une fois récompensée. Entre autres, elle a reçu deux fois en 3 ans le Mercure de la Qualité totale de la Chambre de commerce du Québec; elle a été nommée Femme de Mérite par le YMCA de même que Personnalité de la semaine de La Presse.

Si la survivance de Télé-Ressources tient au dynamisme et à l'enthousiasme de sa présidente, il a beaucoup d'avenir, parce que Johanne Berry ne s'arrêtera pas de sitôt. ■

BIENVENUE AUX NOUVEAUX MEMBRES !

Le 1er octobre dernier, la Chambre avait organisé une rencontre d'orientation suivie d'une réception pour les nouveaux membres. L'événement fit salle comble. Les nouveaux membres présents ont pu apprendre comment tirer profit de leur investissement. Ce fut l'occasion idéale pour obtenir une vision d'ensemble des nombreux programmes et services dispensés par la Chambre, rencontrer le personnel permanent et se renseigner davantage.

Cette séance fut suivie d'un cocktail où les membres, par le truchement d'un jeu de cartes, ont pu commencer à bâtir leur réseau de contacts. Une soirée agréable et instructive pour toutes les personnes présentes.

Truc de réseautage* : «Le réseautage, c'est un voyage, ce n'est pas une destination. Bon voyage!»

*Source : "Networking know-how", par Anne Barber et Lynne Waymon.



Des nouveaux membres participant à une rencontre d'orientation, dans les locaux de la Chambre.



Deux participants au jeu de jumelage : Mélanie Pilon, directeur, Planet Hollywood, et Philippe Colas, directeur commercial, Coplanor congrès inc.



activités et services

La majorité de nos activités peuvent faire l'objet
d'une dépense admissible dans
le cadre de la loi 90. Recherchez ce logo

90

PASSEPORT AMÉRIQUE LATINE

Stage d'immersion locale (SIL) :
une expérience d'immersion
exclusive en milieu d'affaires
dans un pays d'Amérique latine!

Le SIL comprend :

- Un séjour linguistique
- Un menu assorti d'activités
- Plusieurs séminaires
- Un stage d'immersion en milieu d'affaires

Le SIL s'adresse particulièrement
aux employés et cadres d'entreprises
qui doivent voyager pour affaires en
Amérique latine, ou qui doivent
communiquer fréquemment avec
des clients et partenaires latino-
américains.

Votre passeport vers l'Amérique latine !

Pour plus de renseignements,
n'hésitez pas à communiquer
avec nous par

téléphone :
(514) 846-9790,
télécopieur :
(514) 935-9895,
E-mail : bonjour@videotron.ca,
par la poste à :
CIBQ Inc., C.P. 117,
Westmount (Québec)
H3Z 2T1

Les membres de la Chambre
bénéficient d'un rabais de
10 % sur nos programmes.

A G E N D A

NOVEMBRE		-		DECEMBRE	
18	7 h 30 à 9 h 30 Club-contact Salle Hydro-Québec de la Chambre			1	Club St-Denis 12 h à 14 h Déjeuner-causerie M. André Dion Président, Unibroue inc. Montréal Bonaventure Hilton
19	7 h 30 à 9 h Série Haute technologie M. Fred Magee Vice-président et directeur de recherche, Gartner Group Canada, Le Westin Mont-Royal	90		1	17 h à 19 h «5 à 7 du mardi» Endroit à confirmer Ouvert à tous les membres
24	12 h à 14 h Déjeuner-causerie M. Serge Godin Président du conseil et chef de la direction, Le Groupe CGI inc. Hôtel Le Reine Élisabeth	90		2	7 h 30 à 9 h 30 Club-contact Salle Hydro-Québec de la Chambre
*25	Séminaire - ICE	90		*2	12 h à 14 h Déjeuner-causerie - ICE M. Michel Nadon Conseiller du président, chef de la direction et responsable du projet de commerce électronique CSST Endroit à confirmer
26	7 h 30 à 9 h Perspectives - Comité Santé Dr. Rémy Quirion, Ph.D. Directeur scientifique, Centre de recherche de l'hôpital Douglas	90		3	7 h 30 à 9 h Série Haute technologie Mme Louise Quesnel Vice-présidente, développement des affaires et services aux membres CRIM Le Westin Mont-Royal
				9	17 h 30 à 19 h 30 Cocktail-réseau de Noël - Comité Action femmes d'affaires Musée des Beaux-arts de Montréal
				10	7 h 30 à 9 h Perspectives - Comité Action femmes d'affaires Mme Gretta Chambers Chancelière, Université McGill Club Saint-James de Montréal



Renseignements et réservations :
Ghislaine Larose
Tél. : (514) 871-4000, poste 4001

Clubs-contact :
Nathalie Geoffroy
Tél. : (514) 871-4000, poste 4021

Activités ICE et WTC :
Alain Boudreault
(514) 871-4000, poste 4020

«5 à 7 du mardi»
Marie-Claude Ainey,
(514) 871-4000, poste 4067



BYERS CASGRAIN

AVOCATS ET CONSEILLERS D'AFFAIRES



Fiducie
Desjardins



Pratt & Whitney Canada
Une société de United Technologies



SNC-LAVALIN



SSQ

Concordia Communication et affaires publiques
Développement économique Canada
IBM / KLM - Lignes aériennes royales néerlandaises / Meloche Monnex / Standard Life

LES ACTIVITÉS DU WORLD TRADE CENTRE MONTRÉAL À l'intention des membres du Réseau du leadership métropolitain

Vendredi 6 novembre

La gestion du risque international, présenté par M. Claude Lamarre, directeur,
Développement des affaires internationales, Banque Nationale du Canada.

Objectif :

informer les participants et les former aux différents moyens et outils de gestion des risques
financiers dans le cours de leurs opérations commerciales internationales.

Thèmes abordés :

- les différentes formes d'engagements et de paiements utilisés sur les marchés extérieurs;
- les notions de crédit en interaction avec les agents de commerce international;
- le risque-pays et la gestion du risque relié aux devises étrangères;
- les divers programmes conjoints de financement des exportations.

Vendredi 13 novembre

Les lettres de crédit, présenté par M. Claude Lamarre, directeur, Développement des
affaires internationales, Banque Nationale du Canada, et M. André Bourassa P. Log., vice-
président, projets spéciaux et logistique, Fritz Starber inc.

Objectif :

mieux comprendre les principes d'une lettre de crédit, ses applications et ses composantes
avec des exemples concrets de lettres de crédit. (Présentation en anglais)

Vendredi 20 novembre

Les institutions financières internationales (IFI), organisé en collaboration avec le Centre de
commerce international d'Industrie Canada et présenté par M. Joseph Cogné, délégué com-
mercial, Institutions financières internationales, Centre de commerce international, Industrie
Canada.

Objectif :

mieux faire comprendre le fonctionnement de ces institutions qui avancent plus de
40 milliards de \$US par année pour des projets d'immobilisation partout dans le monde.

Thèmes abordés :

- vue d'ensemble des opérations des IFI;
- cycle des projets;
- comment faire des affaires avec une IFI.

Ces trois ateliers sont présentés dans les locaux de la Chambre,
5 Place Ville Marie, niveau plaza, salle VIA Rail.

Information et inscription : Alain Boudreault - (514) 871-4000, poste 4020.



W T C
MONTRÉAL



TELEGLOBE

Les services de communication Téléglobe inc.
COMMANDITAIRE PRINCIPAL



**activités
et services**

INVITATIONS AUX FEMMES D'AFFAIRES

Le comité Action femmes d'affaires vous invite à deux activités qui favorisent le développement professionnel des femmes et leur permettent d'agrandir leur réseau d'affaires.

CARREFOUR

Faire carrière ou faire des affaires à l'étranger : voilà de nouveaux horizons qu'offre le village global

Conférencières :

Mme Melody Kratsios,
directrice, développement
des affaires, SNC-Lavalin,
division industriel
Mme Joanna Toxensend,
directrice des Services à
l'exportation pour les PME,

ministère des Affaires
extérieures et du Commerce
international
Mme Diane Lemelin,
vice-présidente,
développement, Femmes
d'affaires sans frontière

Présentation bilingue.

Un cocktail vin et fromage suivra cette séance d'information.

Date : Jeudi 5 novembre 1998
Heure : Inscription : 17 h 30;
Séance d'information et cocktail : 18 h à 20 h
Endroit : Chambre de commerce du Montréal métropolitain,
Salle Devencore
5, Place Ville Marie, bureau 140
Coût : 23 \$ membre (+ TPS de 7 % et TVQ de 7,5 %) = 26,46 \$
33 \$ non-membre (+ TPS de 7 % et TVQ de 7,5 %) = 37,96 \$

COCKTAIL-RÉSEAU DE NOËL

Venez célébrer l'événement-maillage du temps des fêtes.

Date : Mercredi 9 décembre 1998
Heure : 17 h 30 à 19 h 30
Séance d'information et cocktail : 18 h à 20 h
Endroit : Musée des Beaux-arts de Montréal
1380, rue Sherbrooke Ouest
Coût : 28 \$ - membre (+ TPS de 7 % et TVQ de 7,5 %) = 32,21 \$
40 \$ - non-membre (+ TPS de 7 % et TVQ de 7,5 %) = 46,01 \$
Renseignements et inscription :
Ghislaine Larose,
téléphone (514) 871-4000, poste 4001
Inscription par télécopieur : (514) 871-5971
Inscription sur le site Web de la Chambre : www.cemm.qc.ca

Banque de Montréal

PERSPECTIVES

UNE CONFÉRENCE «PERSPECTIVES» :

UNE BONNE FAÇON DE COMMENCER UNE JOURNÉE

Depuis sa création, la série Perspectives, devient de plus en plus populaire auprès des membres de la Chambre. Présentées à l'heure du petit déjeuner, de 7 h 30 à 9 h, ces rencontres offrent de l'information de première main sur un sujet de l'heure. Une des particularités de ces conférences : le contact direct avec les conférenciers grâce à la période de questions.

Les trois prochaines conférences

Le jeudi 12 novembre

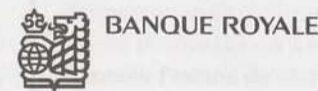
Une initiative du comité Transport - «Décoller en grande - atterrir en douceur», tel sera le thème de la conférence de Mme Nycol Pageau-Goyette, présidente du conseil d'administration d'Aéroports de Montréal. Quels sont les résultats de cette première année en regard des prévisions annoncées ? Où en sommes-nous quant aux investissements annoncés et à la recherche de projets importants, particulièrement dans le cas de Mirabel ? Que nous réserve l'avenir à court terme ? Quelles sont les conditions essentielles au succès de Dorval et de Mirabel ? Mme Pageau-Goyette fera le point sur Aéroports de Montréal, un an après le début de la mise en application du plan de développement de Dorval et de Mirabel.

Le 26 novembre

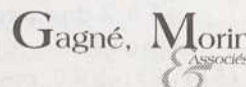
Une initiative du comité Santé - «Alcoolisme, suicide, maladie d'Alzheimer et burn-out : la santé mentale, c'est notre affaire». La vie des gens d'affaires est de plus en plus trépidante en cette fin de millénaire. Pour plusieurs, le stress est de plus en plus difficile à gérer; il conduit parfois au burn-out, à la dépression, à l'abus des drogues et peut aller jusqu'au suicide. Le manque de temps et de disponibilité a aussi des conséquences sur la famille et est à l'origine de nombreux conflits. Le conférencier invité sera le Dr. Rémy Quirion, Ph.D., directeur scientifique, Centre de recherche de l'Hôpital Douglas. Au Club Saint-Denis, 257, rue Sherbrooke Est.

Le 10 décembre

Une initiative du comité Action Femmes d'Affaires. «Le trait d'union entre l'éducation et le socio-économique». Quel est notre apport comme citoyen au fait que l'éducation soit vraiment la plaque tournante de notre développement économique, social et culturel ? Au fait que l'éducation soit conçue non seulement en fonction de gagner sa vie mais aussi en fonction de la réussir ? Des pistes de réflexion vous sont proposées sur ces questions par Mme Gretta Chambers, chancelière de l'Université McGill, au Club Saint-James, 1145, avenue Union. ■



Commanditaire principal



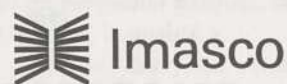
ATELIERS DE FORMATION POUR TRAVAILLEURS AUTONOMES ET MICRO-ENTREPRISES

CALENDRIER POUR 1998-1999

Mardi 17 novembre 1998	Mardi 9 mars 1999	Mardi 18 mai 1999	Coût par atelier :
Réseautage, image et relations publiques Conférencière : Mme Monique Deviard, associée principale, Concordia communication et affaires publiques	Apprivoiser la technologie et s'en faire une alliée Conférencier : M. Patrick Laurendeau, gestionnaire de programme, Solutions Travail à domicile Bell	Les contrats et litiges Conférenciers : Me Richard Tétreault, avocat, et Me Jean Lanctôt, avocat, Cabinet Me Richard Tétreault avocat	50 \$ membre (+ TPS de 7 % et TVQ de 7,5 %) = 57,51 \$ 73 \$ non-membre (+ TPS de 7 % et TVQ de 7,5 %) = 83,97 \$
Mardi 8 juin 1999 La planification marketing... pour prévenir du syndrome de la «poule sans tête» Conférencière : Mme Diane Leclerc, conseillère, Marketing sans frontière - développement de marché local et international	Mardi 27 avril 1999 Le pouvoir de l'écrit, une démarche pratique de rédaction Conférencière : Mme Marie Cimon, conceptrice et rédactrice, Le Fil d'Ariane, services-conseils en communications écrites		Tous les ateliers auront lieu de 8 h à 12 h dans les locaux de la Chambre de commerce du Montréal Métropolitain au 5, Place Ville Marie, niveau plaza, bureau 12500, Salle VIA Rail.
Mardi 27 janvier 1999 Vendre et négocier, y a-t-il une différence ? Conférencier : M. Alain Boisvert, conseiller et formateur, AMS Consultant			Renseignements et inscription : Ghislaine Larose, téléphone (514) 871-4000, poste 4001 Inscription par télécopieur : (514) 871-5971 Inscription sur le site Web de la Chambre : www.cemm.qc.ca

RÉCEPTION DU NOUVEL AN

le mercredi 27 janvier 1999, de 17 h 30 à 19 h 30



N.B. : Cette réception des membres de la Chambre est gratuite.
Une invitation vous parviendra au début de janvier.

VENEZ FÊTER LE NOUVEL AN EN GRÈCE,
PATRIE D'HOMÈRE, POÉSIE DES MERS

En plus d'agrandir votre réseau de contacts d'affaires, dans une atmosphère bénie du soleil venez y trouver 1999 plaisirs actuels dont celui de tenter de gagner une paire de billets d'avion en classe Hospitalité, pour une destination au choix du gagnant sur le réseau des vols réguliers d'AIR CANADA ✈, (à l'exception des destinations asiatiques).



**activités
et services**

IL N'EST JAMAIS TROP TARD POUR ÉTABLIR DES BONS CONTACTS !

Club-contact réunit chaque fois une quinzaine de délégués d'entreprises membres provenant de secteurs non-concurrentiels et chacun dispose de trois minutes pour présenter ses produits et services aux autres participants, en français ou en anglais.

Le nombre de places est limité à 15 par rencontre et la participation, limitée à trois présences aux Clubs-contact par entreprise par année. Inscrivez-vous dès maintenant.

Il reste quelques places pour ces prochaines rencontres :

Mercredi 4 novembre 1998
Mercredi 18 novembre
Mercredi 2 décembre
Mercredi 20 janvier 1999
Mercredi 3 février

Jeuudi 18 février
Mercredi 3 mars
Mercredi 17 mars
Mercredi 7 avril
Mercredi 21 avril
Mercredi 5 avril
Mercredi 19 mai
Mercredi 2 juin

Heure : 7 h 30 à 9 h 30
Coût : 30 \$ (+ TPS de 7 % et TVQ de 7,5 %) = 34,51 \$
(le prix inclut le petit déjeuner continental servi à partir de 7 h)
Endroit :
Locaux de la Chambre
5, Place Ville Marie, niveau Plaza, salle Hydro-Québec

Renseignements et inscription :
Nathalie Geoffroy,
téléphone (514) 871-4000, poste 4021
Inscription par télécopieur :
(514) 871-5971
Inscription sur le site Web
de la Chambre : www.cemmm.qc.ca



L'ASSEMBLÉE ANNUELLE DES MEMBRES : LE NOUVEAU PRÉSIDENT LANCE SON PROGRAMME

C'est sur le thème «Éducation, santé, affaires : le triangle de la réussite» que le nouveau président de la Chambre, David McAusland, associé directeur dans le cabinet d'avocats Byers Casgrain, lançait son programme d'action dans son discours inaugural au déjeuner-causerie qui suivait l'assemblée annuelle des membres, le 24 septembre dernier. Son programme découle des thèmes développés depuis quelques années. Il se situe dans la foulée des orientations déterminées et déjà amorcées par ses prédécesseurs et il reflète la réalité d'une région où défis et occasions favorables sont également grands.

Quelques extraits de son discours

«Nous devons éliminer les cloisons et créer une action concertée entre ces trois secteurs cruciaux pour notre essor économique.»

«Il est temps que nous prenions les moyens pour répondre à la demande de professionnels scientifiques et technologiques de haut niveau dans le marché, afin de conserver ici les entreprises de pointe.»

«Les cinq axes de la réussite :

- Assurer la qualité des ressources humaines pour répondre aux exigences de l'économie du savoir.
- Assurer une formation scientifique de qualité et faire en sorte que les résultats de la recherche servent au développement de notre économie.
- Faire en sorte que nos chercheurs et nos entreprises se développent en synergie.
- Créer un environnement propice au développement économique par une fiscalité concurrentielle, une infrastructure de qualité et une qualité de vie très élevée.



M. David McAusland, en compagnie de M. Richard Cacchione, président des Aéroports de Montréal et du maire de Montréal, M. Pierre Bourque.



Chambre de commerce
du Montréal métropolitain
Board of Trade
of Metropolitan Montreal

SÉRIE HAUTE TECHNOLOGIE à la découverte des nouveaux leaders!

Une initiative du comité
Innovation technologique, R-D



Hôtel Le Westin Mont-Royal
le jeudi 19 novembre 1998

Monsieur J. Fred Magee
Vice-président et directeur de recherche
Gartner Group Canada

Sa conférence s'intitule :
«Tendances de l'industrie : une valeur ajoutée par l'entremise des TI»

le jeudi 3 décembre,
madame Louise Quesnel
Vice-présidente,
développement des affaires
et services aux membres
Centre de recherche informatique
de Montréal (CRIM)

le jeudi 4 février,
monsieur Jean-Marc Rousseau
Président
Giro

Coût : Petit déjeuner continental, vestiaire et conférence
28 \$ - membre
table de 10 - 250 \$ (membre seulement)
40 \$ - non-membre
(TPS 7% et TVQ 7,5% en sus)

Renseignements et réservations :
Ghislain Larose, (514) 871-4000 poste 4001
Télécopieur : (514) 871-5971



Développement
économique Canada

Canada Economic
Development

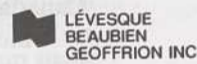


BANQUE ROYALE

Canada



Banque de développement du Canada
Business Development Bank of Canada



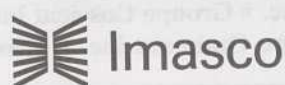
- Faire en sorte que la voix des milieux économiques soit plus écoutée.
«La réussite économique doit être une valeur plus forte et plus influente dans notre société. Surtout, faisons en sorte de poursuivre cet objectif de prospérité collective en s'assurant que

les piliers principaux de notre économie et de notre société fonctionnent ensemble et non séparément ou les uns contre les autres.»

On peut lire le discours intégral sur le site Web de la Chambre, www.cemmm.qc.ca



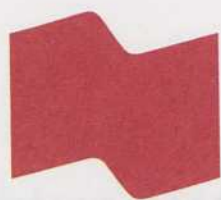
Un pastel de Louise Scot a été remis à Mme Paule Doré, présidente du conseil d'administration sortante, par M. André D. Godbout, qui lui succède au poste de président du c.a. pour le présent exercice.



Port de Montréal

Port of Montreal

Ainsi que : AÉROPORTS DE MONTRÉAL et TECHNILAB INC.



**LÉVESQUE
BEAUBIEN
GEOFFRION**

GRAND PARTENAIRE ACTIF DU RÉSEAU DU LEADERSHIP MÉTROPOLITAIN

LES «GRANDS PARTENAIRES»

Pour **agir**
ensemble sur l'essor économique
du **Montréal métropolitain!**



ABB • Abitibi Consolidated Inc. • Aéroports de Montréal • Agropur, Coopérative Agro-Alimentaire • Air Canada • Alcan • APG Solution & technologies inc. • Astra Pharma inc. • Avon Canada Inc. • AXA Assurances inc. • Banque CIBC • Banque de développement du Canada - Siège social • Banque de Montréal • Banque Laurentienne du Canada • Banque Nationale du Canada • Banque Royale du Canada • Banque Scotia • Banque Toronto-Dominion • Bell Canada • Belron Canada • BioChem Pharma inc. • Bombardier inc. • Brasserie Labatt ltée (La) • Brasseries Molson (Les) • Breuvage Pepsi-Cola Canada • Bureau en gros • Byers Casgrain • Cabinet de relations publiques National inc. (Le) • CAE Electronics Ltd • Caisse de dépôt et placement du Québec • Cameco inc. • Canadien National • Canadien Pacifique • Cascades inc. • Celanese Canada inc. • Ciment St-Laurent • Cirque du Soleil • Cogeco inc. • Commission scolaire de Montréal • Compagnie d'assurances Standard Life (La) • Compagnie d'assurances Belair - Assurances générales • ***Compaq Canada inc.** • Cosmair Canada inc. • Culinair inc. • Deloitte & Touche groupe conseil • Desjardins Ducharme Stein Monast • Dessau / Soprin inc. • Domtar inc. • Donohue inc. • École des Hautes Études Commerciales (HEC) • Ericsson Communications Inc. • Ernst & Young • Fédération des caisses populaires Desjardins de Montréal et de l'Ouest-du-Québec • Fednav ltée • Fiducie Desjardins • Gaz Métropolitain • Glaxo Wellcome Inc. • Groupe CGI inc. • Groupe-conseil Aon inc. • Groupe conseil DMR inc. • Groupe Coscient inc. • Groupe LGS inc. • Groupe Optimum inc. • Groupe Pharmaceutique

Bristol-Myers Squibb • Groupe Ro-Na Dismat inc. (Le) • Groupe SNC-Lavalin inc. • Groupe Transcontinental Ltée • Groupe TVA inc. • Hewitt Equipment ltée • Hydro Québec • IBM Canada ltée • Imperial Tobacco ltée • Industrielle-Alliance Cie d'assurances sur la vie • Investissement Québec • ISPAT SIDBEC inc. • Ivaco inc. • Journal de Montréal • KPMG • Kruger inc. • La Great-West, compagnie d'assurance-vie - London life • Le Groupe Jean Coutu (PJC) inc. • Le Groupe Mallette Maheu et Arthur Andersen • Le Groupe Vidéotron ltée • Les services de Placement Télé-Ressources ltée • Lévesque Beaubien Geoffrion inc. • Loto-Québec • Marchands en alimentation Agora • Martineau Walker • McCarthy Tétrault • McGill University • Médis Services Pharmaceutiques et de santé inc. • Meloche Monnex inc. • Merck Frosst Canada inc. • Métro- Richelieu inc. • Montréal Trust • Morneau Sobeco • Nesbitt Burns • Newcourt Capital • Noranda - Affinerie CCR • Nortel • Novartis Pharma Canada inc. • Ouimet Cordon Bleu inc. • Parmalat Canada • Petro-Canada • Pfizer Canada Inc. • ***Pharmaprix** • Power Corporation du Canada • Pratt & Whitney Canada • PricewaterhouseCoopers • Produits forestiers Alliance inc. • Proviso inc. • Quebecor inc. • Raymond, Chabot, Grant, Thornton • RBC Dominion valeurs mobilières inc. • Régie des installations olympiques • Regroupement des collègues du Montréal métropolitain • Réno-Dépôt inc. • ***Réseau Admission** • Restaurants McDonald's du Canada Ltée (Les) • Rolls Royce Canada Ltd • Samson Bélair/Deloitte & Touche • Scotia McLeod inc. • SHL Systemhouse inc. • SITQ immobilier • Société canadienne des postes • Société conseil Mercer ltée • Société Cossette Communication-Marketing • Société de transport de la C.U.M. • Société des Alcools du Québec • Société du Palais des Congrès de Montréal • Société générale de financement du Québec • Spar Aerospace Ltd. • Sucre Lantic ltée • Sun Life du Canada, Compagnie d'assurance-vie • Télé-Direct (Publications) inc. • Téléglobe Canada inc. • The Gazette • ***Transat A.T.** • UAP inc. • Université Concordia • Université de Montréal • Université du Québec à Montréal • Ville de Montréal - Service du développement économique • ***Xerox Canada inc.**

Les **leaders**
s'associent
aux **leaders!**

***BIENVENUE DANS LE CERCLE DES GRANDS PARTENAIRES
DEVENEZ GRAND PARTENAIRE
APPELEZ-NOUS AU 871-4000, POSTE 4067**